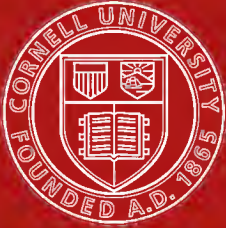


THE PERMANENT COURT
OF INTERNATIONAL JUSTICE
STATUTE AND RULES

A. W. SIJTHOFF'S UITGEBERSMAATSCHAPPIJ — LEIDEN



Cornell University
Library

The original of this book is in
the Cornell University Library.

There are no known copyright restrictions in
the United States on the use of the text.

Cornell University Library
JX 1971.5

The Permanent Court of International Jus



3 1924 017 498 993

law

INSTITUT INTERMÉDIAIRE INTERNATIONAL,
LA HAYE

DIRECTEUR: C. L. TORLEY DUWEL

La Cour Permanente de Justice Internationale

STATUT ET RÈGLEMENT



A. W. SIJTHOFF'S UITGEVERSMAATSCHAPPIJ

LEYDE (PAYS-BAS)

1922

INTERNATIONAL INTERMEDIARY INSTITUTE,
THE HAGUE

DIRECTOR: C. L. TORLEY DUWEL

The Permanent Court of International Justice

STATUTE AND RULES



A. W. SIJTHOFF'S UITGEVERSMAATSCHAPPIJ

LEYDEN (NETHERLANDS)

1922

B 33174

SOMMAIRE.

	Pages.
Pacte de la Société des Nations avec Annexe . . .	I
Amendements au Pacte de la Société des Nations, adoptés par la Deuxième Assemblée de la Société des Nations	29
Résolution relative à l'établissement d'une Cour Per- manente de Justice Internationale	35
Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale	37
Protocole de Signature du Statut avec Disposition Facultative	69
Règlement de la Cour avec Annexes et Table des Matières	73

CONTENTS.

	Pages
The Covenant of the League of Nations with Annex.	2
Amendments to the Covenant of the League of Nations, adopted at the Second Assembly of the League of Nations.	30
Resolution concerning the establishment of a Perma- nent Court of International Justice	36
Statute for the Permanent Court of International Justice	38
Protocol of Signature of the Statute with Optional Clause	70
Rules of Court with Annexes and Table of Contents	74

PACTE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ¹⁾).

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

Considérant que, pour développer la coopération entre les nations et pour leur garantir la paix et la sûreté, il importe d'accepter certaines obligations de ne pas recourir à la guerre,

d'entretenir au grand jour des relations internationales fondées sur la justice et l'honneur,

d'observer rigoureusement les prescriptions du droit international, reconnues désormais comme règle de conduite effective des Gouvernements,

de faire régner la justice et de respecter scrupuleusement toutes les obligations des traités dans les rapports mutuels des peuples organisés,

Adoptent le présent Pacte qui institue la Société des Nations.

ARTICLE 1.

Sont Membres originaires de la Société des Nations, ceux des Signataires dont les noms figurent dans l'annexe au présent Pacte, ainsi que les États, également nommés dans l'annexe, qui auront accédé au présent Pacte sans aucune réserve par une déclaration déposée au Secrétariat dans les deux mois de l'entrée en vigueur du Pacte et dont notification sera faite aux autres Membres de la Société.

Tout État, Dominion ou Colonie qui se gouverne librement et qui n'est pas désigné dans l'annexe, peut devenir Membre de la Société si son admission est prononcée par les deux tiers de l'Assemblée, pourvu qu'il donne des garanties effectives de son intention sincère d'observer ses engagements internatio-

¹⁾ Voir pour les amendements aux articles 4, 6, 12, 13, 15, 16 et 26 du Pacte, adoptés par la Deuxième Assemblée de la Société des Nations, pendant sa session septembre—octobre 1921, p. 29.

THE COVENANT OF THE LEAGUE OF NATIONS ¹⁾.

THE HIGH CONTRACTING PARTIES,

In order to promote international co-operation and to achieve international peace and security

by the acceptance of obligations not to resort to war,

by the prescription of open, just and honourable relations between nations,

by the firm establishment of the understandings of international law as the actual rule of conduct among Governments, and

by the maintenance of justice and a scrupulous respect for all treaty obligations in the dealings of organised peoples with one another,

Agree to this Covenant of the League of Nations.

ARTICLE I.

The original Members of the League of Nations shall be those of the Signatories which are named in the Annex to this Covenant and also such of those other States named in the Annex as shall accede without reservation to this Covenant. Such accession shall be effected by a declaration deposited with the Secretariat within two months of the coming into force of the Covenant. Notice thereof shall be sent to all other Members of the League.

Any fully self-governing State, Dominion or Colony not named in the Annex may become a Member of the League if its admission is agreed to by two-thirds of the Assembly, provided that it shall give effective guarantees of its sincere

¹⁾ With regard to the Amendments of Articles 4, 6, 12, 13, 15, 16 and 26 of the Covenant, adopted at the Second Assembly of the League of Nations during its session from September to October, 1921, see p. 30.

naux et qu'il accepte le règlement établi par la Société en ce qui concerne ses forces et ses armements militaires, navals et aériens.

Tout Membre de la Société peut, après un préavis de deux ans, se retirer de la Société, à la condition d'avoir rempli à ce moment toutes ses obligations internationales y compris celles du présent Pacte.

ARTICLE 2.

L'action de la Société, telle qu'elle est définie dans le présent Pacte, s'exerce par une Assemblée et par un Conseil assistés d'un Secrétariat permanent.

ARTICLE 3.

L'Assemblée se compose de Représentants des Membres de la Société.

Elle se réunit à des époques fixées et à tout autre moment, si les circonstances le demandent, au siège de la Société ou en tel autre lieu qui pourra être désigné.

L'Assemblée connaît de toute question qui rentre dans la sphère d'activité de la Société ou qui affecte la paix du monde.

Chaque Membre de la Société ne peut compter plus de trois Représentants dans l'Assemblée et ne dispose que d'une voix.

ARTICLE 4.

Le Conseil se compose de Représentants des Principales Puissances alliées et associées, ainsi que de Représentants de quatre autres Membres de la Société. Ces quatre Membres de la Société sont désignés librement par l'Assemblée et aux époques qu'il lui plaît de choisir. Jusqu'à la première désignation par l'Assemblée, les Représentants de la Belgique, du Brésil, de l'Espagne et de la Grèce sont membres du Conseil.

Avec l'approbation de la majorité de l'Assemblée le Conseil peut désigner d'autres Membres de la Société dont la représentation sera désormais permanente au Conseil. Il peut, avec la même approbation, augmenter le nombre des Membres de

intention to observe its international obligations, and shall accept such regulations as may be prescribed by the League in regard to its military, naval and air forces and armaments.

Any Member of the League may, after two years' notice of its intention so to do, withdraw from the League, provided that all its international obligations and all its obligations under this Covenant shall have been fulfilled at the time of its withdrawal.

ARTICLE 2.

The action of the League under this Covenant shall be effected through the instrumentality of an Assembly and of a Council, with a permanent Secretariat.

ARTICLE 3.

The Assembly shall consist of Representatives of the Members of the League.

The Assembly shall meet at stated intervals, and from time to time as occasion may require at the Seat of the League or at such other place as may be decided upon.

The Assembly may deal at its meetings with any matter within the sphere of action of the League or affecting the peace of the world.

At meetings of the Assembly each Member of the League shall have one vote, and may have not more than three Representatives.

ARTICLE 4.

The Council shall consist of Representatives of the Principal Allied and Associated Powers, together with Representatives of four other Members of the League. These four Members of the League shall be selected by the Assembly from time to time in its discretion. Until the appointment of the Representatives of the four Members of the League first selected by the Assembly, Representatives of Belgium, Brazil and Spain and Greece shall be members of the Council.

With the approval of the majority of the Assembly, the Council may name additional Members of the League whose Representatives shall always be members of the Council;

la Société qui seront choisis par l'Assemblée pour être représentés au Conseil.

Le Conseil se réunit quand les circonstances le demandent, et au moins une fois par an, au siège de la Société ou en tel autre lieu qui pourra être désigné.

Le Conseil connaît de toute question rentrant dans la sphère d'activité de la Société ou affectant la paix du monde.

Tout Membre de la Société, qui n'est pas représenté au Conseil est invité à y envoyer siéger un Représentant lorsqu'une question qui l'intéresse particulièrement est portée devant le Conseil.

Chaque Membre de la Société représenté au Conseil ne dispose que d'une voix et n'a qu'un Représentant.

ARTICLE 5.

Sauf disposition expressément contraire du présent Pacte ou des clauses du présent Traité, les décisions de l'Assemblée ou du Conseil sont prises à l'unanimité des Membres de la Société représentés à la réunion.

Toutes questions de procédure qui se posent aux réunions de l'Assemblée ou du Conseil, y compris la désignation de Commissions chargées d'enquêter sur des points particuliers, sont réglées par l'Assemblée ou par le Conseil et décidées à la majorité des Membres de la Société représentés à la réunion.

La première réunion de l'Assemblée et la première réunion du Conseil auront lieu sur la convocation du Président des États-Unis d'Amérique.

ARTICLE 6.

Le Secrétariat permanent est établi au siège de la Société. Il comprend un Secrétaire général, ainsi que les secrétaires et le personnel nécessaires.

Le premier Secrétaire général est désigné dans l'annexe. Par la suite, le Secrétaire général sera nommé par le Conseil avec l'approbation de la majorité de l'Assemblée.

the Council with like approval may increase the number of Members of the League to be selected by the Assembly for representation on the Council.

The Council shall meet from time to time as occasion may require, and at least once a year, at the Seat of the League, or at such other place as may be decided upon.

The Council may deal at its meetings with any matter within the sphere of action of the League or affecting the peace of the world.

Any Member of the League not represented on the Council shall be invited to send a Representative to sit as a member at any meeting of the Council during the consideration of matters specially affecting the interest of that Member of the League.

At meetings of the Council, each Member of the League represented on the Council shall have one vote, and may have not more than one Representative.

ARTICLE 5.

Except where otherwise expressly provided in this Covenant or by the terms of the present Treaty, decisions at any meeting of the Assembly or of the Council shall require the agreement of all the Members of the League represented at the meeting.

All matter of procedure at meetings of the Assembly or of the Council, including the appointment of Committees to investigate particular matters, shall be regulated by the Assembly or by the Council, and may be decided by a majority of the Members of the League represented at the meeting.

The first meeting of the Assembly and the first meeting of the Council shall be summoned by the President of the United States of America.

ARTICLE 6.

The permanent Secretariat shall be established at the Seat of the League. The Secretariat shall comprise a Secretary General and such secretaries and staff as may be required.

The first Secretary General shall be the person named in the Annex ; thereafter the Secretary General shall be appointed by the Council with the approval of the majority of the Assembly.

Les secrétaires et le personnel du Secrétariat sont nommés par le Secrétaire général avec l'approbation du Conseil.

Le Secrétaire général de la Société est de droit Secrétaire général de l'Assemblée et du Conseil.

Les dépenses du Secrétariat sont supportées par les Membres de la Société dans la proportion établie par le Bureau international de l'Union postale universelle.

ARTICLE 7.

Le siège de la Société est établi à Genève.

Le Conseil peut à tout moment décider de l'établir en tout autre lieu.

Toutes les fonctions de la Société ou des services qui s'y rattachent, y compris le Secrétariat, sont également accessibles aux hommes et aux femmes.

Les Représentants des Membres de la Société et ses agents jouissent dans l'exercice de leurs fonctions des privilèges et immunités diplomatiques.

Les bâtiments et terrains occupés par la Société, par ses services ou ses réunions, sont inviolables.

ARTICLE 8.

Les Membres de la Société reconnaissent que le maintien de la paix exige la réduction des armements nationaux au minimum compatible avec la sécurité nationale et avec l'exécution des obligations internationales imposée par une action commune.

Le Conseil, tenant compte de la situation géographique et des conditions spéciales de chaque État, prépare les plans de cette réduction, en vue de l'examen et de la décision des divers Gouvernements.

Ces plans doivent faire l'objet d'un nouvel examen et, s'il y a lieu, d'une revision tous les dix ans au moins.

Après leur adoption par les divers Gouvernements, la limite des armements ainsi fixée ne peut être dépassée sans le consentement du Conseil.

Considérant que la fabrication privée des munitions et du matériel de guerre soulève de graves objections, les Membres de la Société chargent le Conseil d'aviser aux mesures propres

The secretaries and staff of the Secretariat shall be appointed by the Secretary General with the approval of the Council.

The Secretary General shall act in that capacity at all meetings of the Assembly and of the Council.

The expenses of the Secretariat shall be borne by the Members of the League in accordance with the apportionment of the expenses of the International Bureau of the Universal Postal Union.

ARTICLE 7.

The Seat of the League is established at Geneva.

The Council may at any time decide that the Seat of the League shall be established elsewhere.

All positions under or in connection with the League, including the Secretariat, shall be open equally to men and women.

Representatives of the Members of the League and officials of the League, when engaged on the business of the League shall enjoy diplomatic privileges and immunities.

The buildings and other property occupied by the League or its officials or by Representatives attending its meetings shall be inviolable.

ARTICLE 8.

The Members of the League recognise that the maintenance of peace requires the reduction of national armaments to the lowest point consistent with national safety and the enforcement by common action of international obligations.

The Council, taking account of the geographical situation and circumstances of each State, shall formulate plans for such reduction for the consideration and action of the several Governments.

Such plans shall be subject to reconsideration and revision at least every ten years.

After these plans shall have been adopted by the several Governments, the limits of armaments therein fixed shall not be exceeded without the concurrence of the Council.

The Members of the League agree that the manufacture by private enterprise of munitions and implements of war is open to grave objections. The Council shall advise how the evil

à en éviter les fâcheux effets, en tenant compte des besoins des Membres de la Société qui ne peuvent pas fabriquer les munitions et le matériel de guerre nécessaires à leur sûreté.

Les Membres de la Société s'engagent à échanger, de la manière la plus franche et la plus complète, tous renseignements relatifs à l'échelle de leurs armements, à leurs programmes militaires, navals et aériens et à la condition de celles de leurs industries susceptibles d'être utilisées pour la guerre.

ARTICLE 9.

Une Commission permanente sera formée pour donner au Conseil son avis sur l'exécution des dispositions des articles 1 et 8 et, d'une façon générale, sur les questions militaires, navales et aériennes.

ARTICLE 10.

Les Membres de la Société s'engagent à respecter et à maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance politique présente de tous les Membres de la Société. En cas d'agression, de menace ou de danger d'agression, le Conseil avise aux moyens d'assurer l'exécution de cette obligation.

ARTICLE 11.

Il est expressément déclaré que toute guerre ou menace de guerre, qu'elle affecte directement ou non l'un des Membres de la Société, intéresse la Société tout entière et que celle-ci doit prendre les mesures propres à sauvegarder efficacement la paix des Nations. En pareil cas, le Secrétaire général convoque immédiatement le Conseil, à la demande de tout Membre de la Société.

Il est, en outre, déclaré que tout Membre de la Société a le droit, à titre amical, d'appeler l'attention de l'Assemblée ou du Conseil sur toute circonstance de nature à affecter les relations internationales et qui menace par suite de troubler la paix ou la bonne entente entre nations, dont la paix dépend.

effects attendant upon such manufacture can be prevented, due regard being had to the necessities of those Members of the League which are not able to manufacture the munitions and implements of war necessary for their safety.

The Members of the League undertake to interchange full and frank information as to the scale of their armaments, their military, naval and air programmes and the condition of such of their industries as are adaptable to war-like purposes.

ARTICLE 9.

A permanent Commission shall be constituted to advise the Council on the execution of the provisions of Articles 1 and 8 and on military, naval and air questions generally.

ARTICLE 10.

The Members of the League undertake to respect and preserve as against external aggression the territorial integrity and existing political independence of all Members of the League. In case of any such aggression or in case of any threat or danger of such aggression the Council shall advise upon the means by which this obligation shall be fulfilled.

ARTICLE 11.

Any war or threat of war, whether immediately affecting any of the Members of the League or not, is hereby declared a matter of concern to the whole League, and the League shall take any action that may be deemed wise and effectual to safeguard the peace of nations. In case any such emergency should arise the Secretary General shall on the request of any Member of the League forthwith summon a meeting of the Council.

It is also declared to be the friendly right of each Member of the League to bring to the attention of the Assembly or of the Council any circumstance whatever affecting international relations which threatens to disturb international peace or the good understanding between nations upon which peace depends.

ARTICLE 12.

Tous les Membres de la Société conviennent que, s'il s'élève entre eux un différend susceptible d'entraîner une rupture, ils le soumettront soit à la procédure de l'arbitrage, soit à l'examen du Conseil. Ils conviennent encore qu'en aucun cas ils ne doivent recourir à la guerre avant l'expiration d'un délai de trois mois après la sentence des arbitres ou le rapport du Conseil.

Dans tous les cas prévus par cet article, la sentence des arbitres doit être rendue dans un délai raisonnable et le rapport du Conseil doit être établi dans les six mois à dater du jour où il aura été saisi du différend.

ARTICLE 13.

Les Membres de la Société conviennent que s'il s'élève entre eux un différend susceptible, à leur avis, d'une solution arbitrale et si ce différend ne peut se régler de façon satisfaisante par la voie diplomatique, la question sera soumise intégralement à l'arbitrage.

Parmi ceux qui sont généralement susceptibles de solution arbitrale, on déclare tels les différends relatifs à l'interprétation d'un traité, à tout point de droit international, à la réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la rupture d'un engagement international, ou à l'étendue ou à la nature de la réparation due pour une telle rupture.

La Cour d'arbitrage à laquelle la cause est soumise est la cour désignée par les Parties ou prévue dans leurs conventions antérieures.

Les Membres de la Société s'engagent à exécuter de bonne foi les sentences rendues et à ne pas recourir à la guerre contre tout Membre de la Société qui s'y conformera. Faute d'exécution de la sentence, le Conseil propose les mesures qui doivent en assurer l'effet.

ARTICLE 14.

Le Conseil est chargé de préparer un projet de Cour permanente de Justice internationale et de le soumettre aux Membres

ARTICLE 12.

The Members of the League agree that if there should arise between them any dispute likely to lead to a rupture, they will submit the matter either to arbitration or to inquiry by the Council, and they agree in no case to resort to war until three months after the award by the arbitrators or the report by the Council.

In any case under this Article the award of the arbitrators shall be made within a reasonable time, and the report of the Council shall be made within six months after the submission of the dispute.

ARTICLE 13.

The Members of the League agree that whenever any dispute shall arise between them which they recognise to be suitable for submission to arbitration and which cannot be satisfactorily settled by diplomacy, they will submit the whole subject-matter to arbitration.

Disputes as to the interpretation of a treaty, as to any question of international law, as to the existence of any fact which if established would constitute a breach of any international obligation, or as to the extent and nature of the reparation to be made for any such breach, are declared to be among those which are generally suitable for submission to arbitration.

For the consideration of any such dispute the court of arbitration to which the case is referred shall be the court agreed on by the parties to the dispute or stipulated in any convention existing between them.

The Members of the League agree that they will carry out in full good faith any award that may be rendered, and that they will not resort to war against a Member of the League which complies therewith. In the event of any failure to carry out such an award, the Council shall propose what steps should be taken to give effect thereto.

ARTICLE 14.

The Council shall formulate and submit to the Members of the League for adoption plans for the establishment of a

de la Société. Cette Cour connaîtra de tous différends d'un caractère international que les Parties lui soumettront. Elle donnera aussi des avis consultatifs sur tout différend ou tout point, dont la saisira le Conseil ou l'Assemblée.

ARTICLE 15.

S'il s'élève entre les Membres de la Société un différend susceptible d'entraîner une rupture et si ce différend n'est pas soumis à l'arbitrage prévu à l'article 13, les Membres de la Société conviennent de le porter devant le Conseil. A cet effet, il suffit que l'un d'eux avise de ce différend le Secrétaire général, qui prend toutes dispositions en vue d'une enquête et d'un examen complets.

Dans le plus bref délai, les Parties doivent lui communiquer l'exposé de leur cause avec tous faits pertinents et pièces justificatives. Le Conseil peut en ordonner la publication immédiate.

Le Conseil s'efforce d'assurer le règlement du différend. S'il y réussit, il publie, dans la mesure qu'il juge utile, un exposé relatant les faits, les explications qu'ils comportent et les termes de ce règlement.

Si le différend n'a pu se régler, le Conseil rédige et publie un rapport, voté soit à l'unanimité, soit à la majorité des voix, pour faire connaître les circonstances du différend et les solutions qu'il recommande comme les plus équitables et les mieux appropriées à l'espèce.

Tout Membre de la Société représenté au Conseil peut également publier un exposé des faits du différend et ses propres conclusions.

Si le rapport du Conseil est accepté à l'unanimité, le vote des Représentants des Parties ne comptant pas dans le calcul de cette unanimité, les Membres de la Société s'engagent à ne recourir à la guerre contre aucune Partie qui se conforme aux conclusions du rapport.

Dans le cas où le Conseil ne réussit pas à faire accepter son rapport par tous ses membres autres que les Représentants de toute Partie au différend, les Membres de la Société se réservent le droit d'agir comme ils le jugeront nécessaire pour le maintien du droit et de la justice.

Permanent Court of International Justice. The Court shall be competent to hear and determine any dispute of an international character which the parties thereto submit to it. The Court may also give an advisory opinion upon any dispute or question referred to it by the Council or by the Assembly.

ARTICLE 15.

If there should arise between Members of the League any dispute likely to lead to a rupture, which is not submitted to arbitration in accordance with Article 13, the Members of the League agree that they will submit the matter to the Council. Any party to the dispute may effect such submission by giving notice of the existence of the dispute to the Secretary General, who will make all necessary arrangements for a full investigation and consideration thereof.

For this purpose the parties to the dispute will communicate to the Secretary General, as promptly as possible, statements of their case, with all the relevant facts and papers, and the Council may forthwith direct the publication thereof.

The Council shall endeavour to effect a settlement of the dispute, and if such efforts are successful, a statement shall be made public giving such facts and explanations regarding the dispute and the terms of settlement thereof as the Council may deem appropriate.

If the dispute is not thus settled, the Council either unanimously or by a majority vote shall make and publish a report containing a statement of the facts of the dispute and the recommendations which are deemed just and proper in regard thereto.

Any Member of the League represented on the Council may make public a statement of the facts of the dispute and of its conclusions regarding the same.

If a report by the Council is unanimously agreed to by the members thereof other than the Representatives of one or more of the parties to the dispute, the Members of the League agree that they will not go to war with any party to the dispute which complies with the recommendations of the report.

If the Council fails to reach a report which is unanimously agreed to by the members thereof, other than the Representatives of one or more of the parties to the dispute, the Members

Si l'une des Parties prétend et si le Conseil reconnaît que le différend porte sur une question que le droit international laisse à la compétence exclusive de cette Partie, le Conseil le constatera dans un rapport, mais sans recommander aucune solution.

Le Conseil peut, dans tous les cas prévus au présent article, porter le différend devant l'Assemblée. L'Assemblée devra de même être saisie du différend à la requête de l'une des Parties ; cette requête devra être présentée dans les quatorze jours à dater du moment où le différend est porté devant le Conseil.

Dans toute affaire soumise à l'Assemblée, les dispositions du présent article et de l'article 12 relatives à l'action et aux pouvoirs du Conseil, s'appliquent également à l'action et aux pouvoirs de l'Assemblée. Il est entendu qu'un rapport fait par l'Assemblée avec l'approbation des Représentants des Membres de la Société représentés au Conseil et d'une majorité des autres Membres de la Société, à l'exclusion, dans chaque cas, des Représentants des Parties, a le même effet qu'un rapport du Conseil adopté à l'unanimité de ses membres autres que les Représentants des Parties.

ARTICLE 16.

Si un Membre de la Société recourt à la guerre, contrairement aux engagements pris aux articles 12, 13 ou 15, il est *ipso facto* considéré comme ayant commis un acte de guerre contre tous les autres Membres de la Société. Ceux-ci s'engagent à rompre immédiatement avec lui toutes relations commerciales ou financières, à interdire tous rapports entre leurs nationaux et ceux de l'État en rupture de Pacte et à faire cesser toutes communications financières, commerciales ou personnelles entre les nationaux de cet État et ceux de tout autre État, Membre ou non de la Société.

En ce cas, le Conseil a le devoir de recommander aux divers Gouvernements intéressés les effectifs militaires, navals ou aériens par lesquels les Membres de la Société contribueront

of the League reserve to themselves the right to take such action as they shall consider necessary for the maintenance of right and justice.

If the dispute between the parties is claimed by one of them, and is found by the Council, to arise out of a matter which by international law is solely within the domestic jurisdiction of that party, the Council shall so report, and shall make no recommendation as to its settlement.

The Council may in any case under this Article refer the dispute to the Assembly. The dispute shall be so referred at the request of either party to the dispute, provided that such request be made within fourteen days after the submission of the dispute to the Council.

In any case referred to the Assembly, all the provisions of this Article and of Article 12 relating to the action and powers of the Council shall apply to the action and powers of the Assembly, provided that a report made by the Assembly, if concurred in by the Representatives of those Members of the League represented on the Council and of a majority of the other Members of the League, exclusive in each case of the Representatives of the parties to the dispute, shall have the same force as a report by the Council concurred in by all the members thereof other than the Representatives of one or more of the parties to the dispute.

ARTICLE 16.

Should any Member of the League resort to war in disregard of its covenants under Articles 12, 13 or 15, it shall *ipso facto* be deemed to have committed an act of war against all other Members of the League, which hereby undertake immediately to subject it to the severance of all trade or financial relations, the prohibition of all intercourse between their nationals and the nationals of the Covenant-breaking State, and the prevention of all financial, commercial or personal intercourse between the nationals of the Covenant-breaking State and the nationals of any other State, whether a Member of the League or not.

It shall be the duty of the Council in such case to recommend to the several Governments concerned what effective military,

respectivement aux forces armées destinées à faire respecter les engagements de la Société.

Les Membres de la Société conviennent, en outre, de se prêter l'un à l'autre un mutuel appui dans l'application des mesures économiques et financières à prendre en vertu du présent article pour réduire au minimum les pertes et les inconvénients qui peuvent en résulter. Ils se prêtent également un mutuel appui pour résister à toute mesure spéciale dirigée contre l'un d'eux par l'État en rupture de pacte. Ils prennent les dispositions nécessaires pour faciliter le passage à travers leur territoire des forces de tout Membre de la Société qui participe à une action commune pour faire respecter les engagements de la Société.

Peut être exclu de la Société tout Membre qui s'est rendu coupable de la violation d'un des engagements résultant du Pacte. L'exclusion est prononcée par le vote de tous les autres Membres de la Société représentés au Conseil.

ARTICLE 17.

En cas de différend entre deux États, dont un seulement est Membre de la Société ou dont aucun n'en fait partie, l'État ou les États étrangers à la Société sont invités à se soumettre aux obligations qui s'imposent à ses Membres aux fins de règlement du différend, aux conditions estimées justes par le Conseil. Si cette invitation est acceptée, les dispositions des articles 12 à 16 s'appliquent sous réserve des modifications jugées nécessaires par le Conseil.

Dès l'envoi de cette invitation, le Conseil ouvre une enquête sur les circonstances du différend et propose telle mesure qui lui paraît la meilleure et la plus efficace dans le cas particulier.

Si l'État invité, refusant d'accepter les obligations de Membre de la Société aux fins de règlement du différend, recourt à la guerre contre un Membre de la Société, les dispositions de l'article 16 lui sont applicables.

Si les deux Parties invitées refusent d'accepter les obligations de Membre de la Société aux fins de règlement du différend, le Conseil peut prendre toutes mesures et faire toutes propositions de nature à prévenir les hostilités et à amener la solution du conflit.

naval or air force the Members of the League shall severally contribute to the armed forces to be used to protect the covenants of the League.

The Members of the League agree, further, that they will mutually support one another in the financial and economic measures which are taken under this Article, in order to minimise the loss and inconvenience resulting from the above measures, and that they will mutually support one another in resisting any special measures aimed at one of their number by the Covenant-breaking State, and that they will take the necessary steps to afford passage through their territory to the forces of any of the Members of the League which are co-operating to protect the covenants of the League.

Any Member of the League which has violated any covenant of the League may be declared to be no longer a Member of the League by a vote of the Council concurred in by the Representatives of all the other Members of the League represented thereon.

ARTICLE 17.

In the event of a dispute between a Member of the League and a State which is not a Member of the League, or between States not Members of the League, the State or States not Members of the League shall be invited to accept the obligations of Membership in the League for the purposes of such dispute, upon such conditions as the Council may deem just. If such invitation is accepted, the provisions of Articles 12 to 16 inclusive shall be applied with such modifications as may be deemed necessary by the Council.

Upon such invitation being given the Council shall immediately institute an inquiry into the circumstances of the dispute and recommend such action as may seem best and most effectual in the circumstances.

If a State so invited shall refuse to accept the obligations of Membership in the League for the purposes of such dispute, and shall resort to war against a Member of the League, the provisions of Article 16 shall be applicable as against the State taking such action.

If both parties to the dispute when so invited refuse to accept the obligations of Membership in the League for the purposes

ARTICLE 18.

Tout traité ou engagement international conclu à l'avenir par un Membre de la Société devra être immédiatement enregistré par le Secrétariat et publié par lui aussitôt que possible. Aucun de ces traités ou engagements internationaux ne sera obligatoire avant d'avoir été enregistré.

ARTICLE 19.

L'Assemblée peut, de temps à autre, inviter les Membres de la Société à procéder à un nouvel examen des traités devenus inapplicables ainsi que des situations internationales, dont le maintien pourrait mettre en péril la paix du monde.

ARTICLE 20.

Les Membres de la Société reconnaissent, chacun en ce qui le concerne, que le présent Pacte abroge toutes obligations ou ententes *inter se* incompatibles avec ses terms et s'engagent solennellement à n'en pas contracter à l'avenir de semblables.

Si avant son entrée dans la Société, un Membre a assumé des obligations incompatibles avec les terms du Pacte, il doit prendre des mesures immédiates pour se dégager de ces obligations.

ARTICLE 21.

Les engagements internationaux, tels que les traités d'arbitrage, et les ententes régionales, comme la doctrine de Monroe, qui assurent le maintien de la paix, ne sont considérés comme incompatibles avec aucune des dispositions du présent Pacte.

ARTICLE 22.

Les principes suivants s'appliquent aux colonies et territoires qui, à la suite de la guerre, ont cessé d'être sous la souve-

of such dispute, the Council may take such measures and make such recommendations as will prevent hostilities and will result in the settlement of the dispute.

ARTICLE 18.

Every treaty or international engagement entered into hereafter by any Member of the League shall be forthwith registered with the Secretariat and shall as soon as possible be published by it. No such treaty or international engagement shall be binding until so registered.

ARTICLE 19.

The Assembly may from time to time advise the reconsideration by Members of the League of treaties which have become inapplicable and the consideration of international conditions whose continuance might endanger the peace of the world.

ARTICLE 20.

The Members of the League severally agree that this Covenant is accepted as abrogating all obligations or understandings *inter se* which are inconsistent with the terms thereof, and solemnly undertake that they will not hereafter enter into any engagements inconsistent with the terms thereof.

In case any Member of the League shall, before becoming a Member of the League have undertaken any obligations inconsistent with the terms of this Covenant, it shall be the duty of such Member to take immediate steps to procure its release from such obligations.

ARTICLE 21.

Nothing in this Covenant shall be deemed to affect the validity of international engagements, such as treaties of arbitration or regional understandings like the Monroe doctrine, for securing the maintenance of peace.

ARTICLE 22.

To those colonies and territories which as a consequence of the late war have ceased to be under the sovereignty of

raineté des États qui les gouvernaient précédemment et qui sont habités par des peuples non encore capables de se diriger eux-mêmes dans les conditions particulièrement difficiles du monde moderne. Le bien-être et le développement de ces peuples forment une mission sacrée de civilisation, et il convient d'incorporer dans le Présent Pacte des garanties pour l'accomplissement de cette mission.

La meilleure méthode de réaliser pratiquement ce principe est de confier la tutelle de ces peuples aux nations développées qui, en raison de leurs ressources, de leur expérience ou de leur position géographique, sont le mieux à même d'assumer cette responsabilité et qui consentent à l'accepter : elles exerceraient cette tutelle en qualité de Mandataires et au nom de la Société.

Le caractère du mandat doit différer suivant le degré de développement du peuple, la situation géographique du territoire, ses conditions économiques et toutes autres circonstances analogues.

Certaines communautés, qui appartenaient autrefois à l'Empire ottoman, ont atteint un degré de développement tel que leur existence comme nations indépendantes peut être reconnue provisoirement, à la condition que les conseils et l'aide d'un Mandataire guident leur administration jusqu'au moment où elles seront capables de se conduire seules. Les vœux de ces communautés doivent être pris d'abord en considération pour le choix du Mandataire.

Le degré de développement où se trouvent d'autres peuples, spécialement ceux de l'Afrique centrale, exige que le Mandataire y assume l'administration du territoire à des conditions qui, avec la prohibition d'abus, tels que la traite des esclaves, le trafic des armes et celui de l'alcool, garantiront la liberté de conscience et de religion, sans autres limitations que celles que peut imposer le maintien de l'ordre public et des bonnes mœurs, et l'interdiction d'établir des fortifications ou des bases militaires ou navales et de donner aux indigènes une instruction militaire, si ce n'est pour la police ou la défense du territoire et qui assureront également aux autres Membres de la Société des conditions d'égalité pour les échanges et le commerce.

Enfin il y a des territoires, tels que le Sud-Ouest africain et certaines îles du Pacifique austral, qui, par suite de la faible

the States which formerly governed them and which are inhabited by peoples not yet able to stand by themselves under the strenuous conditions of the modern world, there should be applied the principle that the well-being and development of such peoples form a sacred trust of civilisation and that securities for the performance of this trust should be embodied in this Covenant.

The best method of giving practical effect to this principle is that the tutelage of such peoples should be entrusted to advanced nations who by reason of their resources, their experience or their geographical position can best undertake this responsibility, and who are willing to accept it, and that this tutelage should be exercised by them as Mandatories on behalf of the League.

The character of the mandate must differ according to the stage of the development of the people, the geographical situation of the territory, its economic conditions and other similar circumstances.

Certain communities formerly belonging to the Turkish Empire have reached a stage of development where their existence as independent nations can be provisionally recognised subject to the rendering of administrative advice and assistance by a Mandatory until such time as they are able to stand alone. The wishes of these communities must be a principal consideration in the selection of the Mandatory.

Other peoples, especially those of Central Africa, are at such a stage that the Mandatory must be responsible for the administration of the territory under conditions which will guarantee freedom of conscience and religion, subject only to the maintenance of public order and morals, the prohibition of abuses such as the slave trade, the arms traffic and the liquor traffic, and the prevention of the establishment of fortifications or military and naval bases and of military training of the natives for other than police purposes and the defence of territory, and will also secure equal opportunities for the trade and commerce of other Members of the League.

There are territories, such as South-West Africa and certain of the South Pacific Islands, which, owing to the sparseness of their population, or their small size, or their remoteness from the centres of civilisation, or their geographical contiguity

densité de leur population, de leur superficie restreinte, de leur éloignement des centres de civilisation, de leur contiguïté géographique au territoire du Mandataire, ou d'autres circonstances, ne sauraient être mieux administrés que sous les lois du Mandataire, comme une partie intégrante de son territoire, sous réserve des garanties prévues plus haut dans l'intérêt de la population indigène.

Dans tous les cas le Mandataire doit envoyer au Conseil un rapport annuel concernant les territoires dont il a la charge.

Si le degré d'autorité, de contrôle ou d'administration à exercer par le Mandataire n'a pas fait l'objet d'une convention antérieure entre les Membres de la Société, il sera expressément statué sur ces points par le Conseil.

Une Commission permanente sera chargée de recevoir et d'examiner les rapports annuels des Mandataires et de donner au Conseil son avis sur toutes questions relatives à l'exécution des mandats.

ARTICLE 23.

Sous la réserve, et en conformité des dispositions des conventions internationales actuellement existantes ou qui seront ultérieurement conclues, les Membres de la Société :

a) s'efforceront d'assurer et de maintenir des conditions de travail équitables et humaines pour l'homme, la femme et l'enfant sur leurs propres territoires, ainsi que dans tous pays auxquels s'étendent leurs relations de commerce et d'industrie, et, dans ce but, d'établir et d'entretenir les organisations internationales nécessaires ;

b) s'engagent à assurer le traitement équitable des populations indigènes dans les territoires soumis à leur administration ;

c) chargent la Société du contrôle général des accords relatifs à la traite des femmes et des enfants, au trafic de l'opium et autres drogues nuisibles ;

d) chargent la Société du contrôle général du commerce des armes et des munitions avec les pays où le contrôle de ce commerce est indispensable à l'intérêt commun ;

e) prendront les dispositions nécessaires pour assurer la garantie et le maintien de la liberté des communications et du transit, ainsi qu'un équitable traitement du commerce

to the territory of the Mandatory, and other circumstances, can be best administered under the laws of the Mandatory as integral portions of its territory, subject to the safeguards above mentioned in the interests of the indigenous population.

In every case of mandate, the Mandatory shall render to the Council an annual report in reference to the territory committed to its charge.

The degree of authority, control, or administration to be exercised by the Mandatory shall, if not previously agreed upon by the Members of the League, be explicitly defined in each case by the Council.

A permanent Commission shall be constituted to receive and examine the annual reports of the Mandatories and to advise the Council on all matters relating to the observance of the mandates.

ARTICLE 23.

Subject to and in accordance with the provisions of international conventions existing or hereafter to be agreed upon, the Members of the League :

(a) will endeavour to secure and maintain fair and humane conditions of labour for men, women, and children, both in their own countries and in all countries to which their commercial and industrial relations extend, and for that purpose will establish and maintain the necessary international organisations ;

(b) undertake to secure just treatment of the native inhabitants of territories under their control ;

(c) will entrust the League with the general supervision over the execution of agreements with regard to the traffic in women and children, and the traffic in opium and other dangerous drugs ;

(d) will entrust the League with the general supervision of the trade in arms and ammunition with the countries in which the control of this traffic is necessary in the common interest ;

(e) will make provision to secure and maintain freedom of communications and of transit and equitable treatment

de tous les Membres de la Société, étant entendu que les nécessités spéciales des régions dévastées pendant la guerre de 1914—1918 devront être prises en considération ;

f) s'efforceront de prendre des mesures d'ordre international pour prévenir et combattre les maladies.

ARTICLE 24.

Tous les bureaux internationaux antérieurement établis par traités collectifs seront, sous réserve de l'assentiment des parties, placés sous l'autorité de la Société. Tous autres bureaux internationaux et toutes Commissions pour le règlement des affaires d'intérêt international qui seront créés ultérieurement, seront placés sous l'autorité de la Société.

Pour toutes questions d'intérêt international réglées par des conventions générales, mais non soumises au contrôle de Commissions ou de bureaux internationaux, le Secrétariat de la Société devra, si les Parties le demandent et si le Conseil y consent, réunir et distribuer toutes informations utiles et prêter toute l'assistance nécessaire ou désirable.

Le Conseil peut décider de faire rentrer dans les dépenses du Secrétariat celles de tout bureau ou commission placé sous l'autorité de la Société.

ARTICLE 25.

Les Membres de la Société s'engagent à encourager et favoriser l'établissement et la coopération des organisations volontaires nationales de la Croix-Rouge, dûment autorisées, qui ont pour objet l'amélioration de la santé, la défense préventive contre la maladie et l'adoucissement de la souffrance dans le monde.

ARTICLE 26.

Les amendements au présent Pacte entreront en vigueur dès leur ratification par les Membres de la Société dont les Représentants composent le Conseil, et par la majorité de ceux, dont les Représentants forment l'Assemblée.

Tout Membre de la Société est libre de ne pas accepter les amendements apportés au Pacte, auquel cas il cesse de faire partie de la Société.

for the commerce of all Members of the League. In this connection, the special necessities of the regions devastated during the war of 1914—1918 shall be borne in mind ;

(f) will endeavour to take steps in matters of international concern for the prevention and control of disease.

ARTICLE 24.

There shall be placed under the direction of the League all international bureaux already established by general treaties if the parties to such treaties consent. All such international bureaux and all commissions for the regulation of matters of international interest hereafter constituted shall be placed under the direction of the League.

In all matters of international interest which are regulated by general conventions but which are not placed under the control of international bureaux or commissions, the Secretariat of the League shall, subject to the consent of the Council and if desired by the parties, collect and distribute all relevant information and shall render any other assistance which may be necessary or desirable.

The Council may include as part of the expenses of the Secretariat the expenses of any bureau or commission which is placed under the direction of the League.

ARTICLE 25.

The Members of the League agree to encourage and promote the establishment and co-operation of duly authorised voluntary national Red Cross organisations having as purposes the improvement of health, the prevention of disease and the mitigation of suffering throughout the world.

ARTICLE 26.

Amendments to this Covenant will take effect when ratified by the Members of the League whose Representatives compose the Council and by the majority of the Members of the League whose Representatives compose the Assembly.

No such amendment shall bind any Member of the League which signifies its dissent therefrom, but in that case it shall cease to be a Member of the League.

ANNEXE.

I. MEMBRES ORIGINAIRES DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS SIGNATAIRES DU TRAITÉ DE PAIX.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.	HAÏTI.
BELGIQUE.	HEDJAZ.
BOLIVIE.	HONDURAS.
BRÉSIL.	ITALIE.
EMPIRE BRITANNIQUE.	JAPON.
CANADA.	LIBÉRIA.
AUSTRALIE.	NICARAGUA.
AFRIQUE DU SUD.	PANAMA.
NOUVELLE-ZÉLANDE.	PÉROU.
INDE.	POLOGNE.
CHINE.	PORTUGAL.
CUBA.	ROUMANIE.
ÉQUATEUR.	ÉTAT SERBE-CROATE-SLOVÈNE.
FRANCE.	SIAM.
GRÈCE.	TCHÉCO-SLOVAQUIE.
GUATÉMALA.	URUGUAY.

ÉTATS INVITÉS À ACCÉDER AU PACTE.

ARGENTINE.	PAYS-BAS.
CHILI.	PERSE.
COLOMBIE.	SALVADOR.
DANEMARK.	SUÈDE.
ESPAGNE.	SUISSE.
NORVÈGE.	VENEZUELA.
PARAGUAY.	

ANNEX.

I. ORIGINAL MEMBERS OF THE LEAGUE OF NATIONS SIGNATORIES OF THE TREATY OF PEACE.

UNITED STATES OF AMERICA.	HAITI.
BELGIUM.	HEDJAZ.
BOLIVIA.	HONDURAS.
BRAZIL.	ITALY.
BRITISH EMPIRE.	JAPAN.
CANADA.	LIBERIA.
AUSTRALIA.	NICARAGUA.
SOUTH AFRICA.	PANAMA.
NEW ZEALAND.	PERU.
INDIA.	POLAND.
CHINA.	PORTUGAL.
CUBA.	ROUMANIA.
ECUADOR.	SERB-CROAT-SLOVENE STATE.
FRANCE.	SIAM.
GREECE.	CZECHO-SLOVAKIA.
GUATEMALA.	URUGUAY.

STATES INVITED TO ACCEDE TO THE COVENANT.

ARGENTINE REPUBLIC.	PERSIA.
CHILI.	SALVADOR.
COLOMBIA.	SPAIN.
DENMARK.	SWEDEN.
NETHERLANDS.	SWITZERLAND.
NORWAY.	VENEZUELA.
PARAGUAY.	

AMENDEMENTS AU PACTE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS,

adoptés par la Deuxième Assemblée de la Société des Nations.

ARTICLE 4.

L'alinéa suivant sera inséré entre le deuxième et le troisième alinéa de l'article 4 :

L'Assemblée fixe, à la majorité des deux tiers, les règles concernant les élections des Membres non permanents du Conseil, et en particulier celles concernant la durée de leur mandat et les conditions de rééligibilité.

ARTICLE 6.

Le dernier alinéa de l'article 6 sera remplacé par les deux alinéas suivants :

Les dépenses de la Société seront supportées par les Membres de la Société, dans la proportion décidée par l'Assemblée.

La répartition des dépenses de la Société figurant à l'annexe 3 sera appliquée du 1^{er} janvier 1922 jusqu'à ce qu'une répartition nouvelle adoptée par l'Assemblée soit mise en vigueur.

ARTICLE 12.

L'article sera rédigé comme suit :

Tous les Membres de la Société conviennent que, s'il s'élève entre eux un différend susceptible d'entraîner une rupture, ils le soumettront soit à la procédure de l'arbitrage ou à un règlement judiciaire, soit à l'examen du Conseil. Ils conviennent encore qu'en aucun cas ils ne doivent recourir à la guerre avant l'expiration d'un délai de trois mois après la décision arbitrale ou judiciaire, ou le rapport du Conseil.

Dans tous les cas prévus par cet article, la décision doit être rendue dans un délai raisonnable, et le rapport du Conseil doit être établi dans les six mois, à dater du jour où il aura été saisi du différend.

ARTICLE 13.

L'article sera rédigé comme suit :

Les Membres de la Société conviennent que s'il s'élève entre eux un différend susceptible, à leur avis, d'une solution arbitrale ou judiciaire, et si ce différend ne peut se régler de façon satisfaisante par la voie diplomatique, la question sera soumise intégralement à un règlement arbitral ou judiciaire.

AMENDMENTS TO THE COVENANT OF THE LEAGUE OF NATIONS,

adopted at the Second Assembly of the League of Nations.

ARTICLE 4.

The following paragraph shall be inserted between the second and third paragraph of Article 4:

The Assembly shall fix by a two-thirds majority the rules dealing with the election of the non-permanent Members of the Council, and particularly such regulations as relate to their term of office and the conditions of re-eligibility.

ARTICLE 6.

The last paragraph of Article 6 shall be replaced by the two following paragraphs:

The expenses of the League shall be borne by the Members of the League in the proportion decided by the Assembly.

The allocation of the expenses of the League set out on Annex 3 shall be applied as from January 1st, 1922, until a revised allocation has come into force after adoption by the Assembly.

ARTICLE 12.

The Article shall read as follows:

The Members of the League agree that, if there should arise between them any dispute likely to lead to a rupture, they will submit the matter either to arbitration or judicial settlement or to enquiry by the Council and they agree in no case to resort to war until three months after the award by the arbitrators or the judicial decision, or the report by the Council.

In any case under this Article, the award of the arbitrators or the judicial decision shall be made within a reasonable time, and the report of the Council shall be made within six months after the submission of the dispute.

ARTICLE 13.

The Article shall read as follows:

The Members of the League agree that, whenever any dispute shall arise between them which they recognise to be suitable for submission to arbitration or judicial settlement, and which cannot be satisfactorily settled by diplomacy, they will submit the whole subject-matter to arbitration or judicial settlement.

Parmi ceux qui sont généralement susceptibles d'une solution arbitrale ou judiciaire, on déclare tels les différends relatifs à l'interprétation d'un traité, à tout point de droit international, à la réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la rupture d'un engagement international, ou à l'étendue, ou à la nature de la réparation due pour une telle rupture.

La cause sera soumise à la Cour permanente de Justice internationale, ou à toute juridiction ou cour désignée par les parties ou prévue dans leurs conventions antérieures.

Les membres de la Société s'engagent à exécuter de bonne foi les sentences rendues et à ne pas recourir à la guerre contre tout Membre de la Société qui s'y conformera. Faute d'exécution de la sentence, le Conseil propose les mesures qui doivent en assurer l'effet.

ARTICLE 15.

Le premier alinéa de l'article 15 sera rédigé comme suit:

S'il s'élève entre les Membres de la Société un différend susceptible d'entraîner une rupture et si ce différend n'est pas soumis à la procédure de l'arbitrage ou à un règlement judiciaire prévu à l'article 13, les Membres de la Société conviennent de le porter devant le Conseil. A cet effet, il suffit que l'un d'eux avertisse de ce différend le Secrétaire général, qui prend toutes dispositions en vue d'une enquête et d'un examen complets.

ARTICLE 16.

La dernière partie du premier alinéa de l'article 16 sera rédigée comme suit:

Ceux-ci s'engagent à rompre immédiatement avec lui toutes relations commerciales ou financières, à interdire tous rapports entre les personnes résidant sur leur territoire et celles résidant sur le territoire de l'État en rupture de Pacte et à faire cesser toutes communications financières, commerciales ou personnelles entre les personnes résidant sur le territoire de cet État et celles résidant sur le territoire de tout autre État, Membre ou non de la Société.

Disputes as to the interpretation of a treaty, as to any question of international law, as to the existence of any fact which, if established, would constitute a breach of any international obligation, or as to the extent and nature of the reparation to be made for any such breach, are declared to be among those which are generally suitable for submission to arbitration or judicial settlement.

For the consideration of any such dispute, the court to which the case is referred shall be the Permanent Court of International Justice, established in accordance with Article 14, or any tribunal agreed on by the parties to the dispute or stipulated in any convention existing between them.

The Members of the League agree that they will carry out in full good faith any award or decision that may be rendered, and that they will not resort to war against a Member of the League which complies therewith. In the event of any failure to carry out such an award or decision, the Council shall propose what steps should be taken to give effect thereto.

ARTICLE 15.

The first paragraph of Article 15 shall read as follows:

If there should arise between Members of the League any dispute likely to lead to a rupture, which is not submitted to arbitration or judicial settlement in accordance with Article 13, the Members of the League agree that they will submit the matter to the Council. Any party to the dispute may effect such submission by giving notice of the existence of the dispute to the Secretary General, who will make all necessary arrangements for a full investigation and consideration thereof.

ARTICLE 16.

The latter part of the first paragraph of Article 16 shall read as follows:

... which hereby undertake immediately to subject it to the severance of all trade or financial relations, the prohibition of all intercourse between persons residing in their territory and persons residing in the territory of the Covenant-breaking State, and the prevention of all financial, commercial or personal intercourse between persons residing in the territory of the Covenant-breaking State and persons residing in the territory of any other State, whether a Member of the League or not.

Les trois alinéas suivants seront insérés entre le premier et le deuxième alinéa de l'article 16 :

Il appartient au Conseil d'émettre un avis sur le point de savoir s'il y a ou non rupture du Pacte. Au cours des délibérations du Conseil sur cette question, il ne sera pas tenu compte du vote des Membres accusés d'avoir eu recours à la guerre et des Membres contre qui cette guerre est entreprise.

Le Conseil doit notifier à tous les Membres de la Société la date à laquelle il recommande d'appliquer les mesures de pression économique visées au présent article.

Toutefois, si le Conseil jugeait que, pour certains Membres, l'ajournement, pour une période déterminée, d'une quelconque de ces mesures dût permettre de mieux atteindre l'objet visé par les mesures mentionnées dans le paragraphe précédent, ou fût nécessaire pour réduire au minimum les pertes et les inconvénients qu'elles pourraient leur causer, il aurait le droit de décider cet ajournement.

ARTICLE 26.

L'article 26 sera rédigé comme suit :

Les amendements au présent Pacte dont le texte aura été voté par l'Assemblée à la majorité des trois quarts, parmi lesquels doivent figurer les voix de tous les Membres du Conseil représentés à la réunion, entreront en vigueur dès leur ratification par les Membres de la Société dont les Représentants composaient le Conseil lors du vote, et par la majorité de ceux dont les Représentants forment l'Assemblée.

Si dans les vingt-deux mois qui suivent le vote de l'Assemblée, le nombre de ratifications requis n'a pas été réuni, la résolution d'amendement reste sans effet.

Le Secrétaire général informe les Membres de l'entrée en vigueur d'un amendement.

Tout Membre de la Société qui n'a pas à ce moment ratifié l'amendement est libre de notifier dans l'année au Secrétaire général son refus de l'accepter. Il cesse, en ce cas, de faire partie de la Société.

The three following paragraphs shall be inserted between the first and second paragraphs of Article 16:

It is for the Council to give an opinion whether or not a breach of the Covenant has taken place. In deliberations on this question in the Council the votes of Members of the League alleged to have resorted to war and of Members against whom such action was directed shall not be counted.

The Council will notify to all Members of the League the date which it recommends for the application of the economic pressure under this Article.

Nevertheless, the Council may, in the case of particular Members, postpone the coming into force of any of these measures for a specified period where it is satisfied that such a postponement will facilitate the attainment of the object of the measures referred to in the preceding paragraph, or that it is necessary in order to minimise the loss and inconvenience which will be caused to such Members.

ARTICLE 26.

Article 26 shall read as follows:

Amendments to the present Covenant the text of which shall have been voted by the Assembly on a three-fourths majority, in which there shall be included the votes of all the Members of the Council represented at the meeting, will take effect when ratified by the Members of the League whose Representatives composed the Council when the vote was taken and by the majority of those whose Representatives form the Assembly.

If the required number of ratifications shall not have been obtained within twenty-two months after the vote of the Assembly, the proposed amendment shall remain without effect.

The Secretary General shall inform the Members of the taking effect of an amendment.

Any Member of the League which has not at that time^w ratified the amendment is free to notify the Secretary General within a year of its refusal to accept it, but in that case it shall cease to be a Member of the League.

RÉSOLUTION

relative à l'établissement d'une

Cour Permanente de Justice Internationale

approuvée par l'Assemblée de la Société des Nations

GENÈVE, le 13 décembre 1920.

1. L'Assemblée à l'unanimité déclare approuver, avec les amendements qu'elle y a apportés, le projet de Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale, qui, préparé par le Conseil aux termes de l'article 14 du Pacte, a été soumis à son approbation.

2. Le Statut de la Cour, vu les termes particuliers dudit article 14, sera soumis, dans le plus bref délai, aux Membres de la Société des Nations pour adoption sous forme de Protocole dûment ratifié constatant qu'ils reconnaissent ce Statut. Le soin de procéder à cette présentation est confié au Conseil.

3. Dès que ce Protocole aura été ratifié par la majorité des Membres de la Société, le Statut de la Cour sera en vigueur et la Cour sera appelée à siéger, conformément audit Statut, dans tous les litiges entre les Membres ou Etats ayant ratifié, ainsi que pour les autres Etats auxquels la Cour est ouverte aux termes de l'article 35, alinéa 2, dudit Statut.

4. Ledit Protocole restera également ouvert à la signature des Etats mentionnés à l'Annexe au Pacte.

RESOLUTION

concerning the establishment of a

Permanent Court of International Justice

passed by the Assembly of the League of Nations

GENEVA, December 13th, 1920.

1. The Assembly unanimously declares its approval of the draft Statute of the Permanent Court of International Justice — as amended by the Assembly — which was prepared by the Council under Article 14 of the Covenant and submitted to the Assembly for its approval.

2. In view of the special wording of Article 14, the Statute of the Court shall be submitted within the shortest possible time to the Members of the League of Nations for adoption in the form of a protocol duly ratified and declaring their recognition of this Statute. It shall be the duty of the Council to submit the Statute to the Members.

3. As soon as this protocol has been ratified by the majority of the Members of the League, the Statute of the Court shall come into force and the Court shall be called upon to sit in conformity with the said Statute in all disputes between the Members or States which have ratified, as well as between the other States, to which the Court is open under Article 35, paragraph 2, of the said Statute.

4. The said protocol shall likewise remain open for signature by the States mentioned in the Annex to the Covenant.

STATUT

de la

Cour Permanente de Justice Internationale

visé par

l'Article 14 du Pacte de la Société des Nations.

ARTICLE PREMIER.

Indépendamment de la Cour d'Arbitrage, organisée par les Conventions de La Haye de 1899 et 1907, et des Tribunaux spéciaux d'Arbitres, auxquels les Etats demeurent toujours libres de confier la solution de leurs différends, il est institué, conformément à l'article 14 du Pacte de la Société des Nations, une Cour Permanente de Justice Internationale.

Chapitre Premier.

ORGANISATION DE LA COUR.

ARTICLE 2.

La Cour Permanente de Justice Internationale est un corps de magistrats indépendants, élus, sans égard à leur nationalité, parmi les personnes jouissant de la plus haute considération morale, et qui réunissent les conditions requises pour l'exercice, dans leurs pays respectifs, des plus hautes fonctions judiciaires, ou qui sont des jurisconsultes possédant une compétence notoire en matière de droit international.

STATUTE

for

the Permanent Court of International Justice

provided for by

Article 14 of the Covenant of the League of Nations.

ARTICLE I.

A Permanent Court of International Justice is hereby established, in accordance with Article 14 of the Covenant of the League of Nations. This Court shall be in addition to the Court of Arbitration organised by the Conventions of The Hague of 1899 and 1907, and to the special Tribunals of Arbitration to which States are always at liberty to submit their disputes for settlement.

Chapter I.

ORGANISATION OF THE COURT.

ARTICLE 2.

The Permanent Court of International Justice shall be composed of a body of independent judges, elected regardless of their nationality from amongst persons of high moral character who possess the qualifications required in their respective countries for appointment to the highest judicial offices, or are jurisconsults of recognised competence in international law.

ARTICLE 3.

La Cour se compose de quinze membres : onze juges titulaires et quatre juges suppléants. Le nombre des juges titulaires et des juges suppléants peut être éventuellement augmenté par l'Assemblée, sur la proposition du Conseil de la Société des Nations, à concurrence de quinze juges titulaires et de six juges suppléants.

ARTICLE 4.

Les membres de la Cour sont élus par l'Assemblée et par le Conseil sur une liste de personnes présentées par les groupes nationaux de la Cour d'Arbitrage, conformément aux dispositions suivantes.

En ce qui concerne les Membres de la Société qui ne sont pas représentés à la Cour permanente d'Arbitrage, les listes de candidats seront présentées par des groupes nationaux désignés à cet effet par leurs Gouvernements dans les mêmes conditions que celles stipulées pour les membres de la Cour d'Arbitrage par l'article 44 de la Convention de La Haye de 1907 sur le règlement pacifique des conflits internationaux.

ARTICLE 5.

Trois mois au moins avant la date de l'élection, le Secrétaire Général de la Société des Nations invite par écrit les membres de la Cour d'Arbitrage appartenant aux Etats mentionnés à l'Annexe au Pacte ou entrés ultérieurement dans la Société des Nations, ainsi que les personnes désignées conformément à l'alinéa 2 de l'article 4, à procéder dans un délai déterminé par groupes nationaux à la présentation de personnes en situation de remplir les fonctions de membre de la Cour.

Chaque groupe ne peut, en aucun cas, présenter plus de quatre personnes, dont deux au plus de sa nationalité. En aucun cas, il ne peut être présenté un nombre de candidats plus élevé que le double des places à remplir.

ARTICLE 6.

Avant de procéder à cette désignation, il est recommandé à chaque groupe national de consulter la plus haute Cour

ARTICLE 3.

The Court shall consist of fifteen members : eleven judges and four deputy-judges. The number of judges and deputy-judges may hereafter be increased by the Assembly, upon the proposal of the Council of the League of Nations, to a total of fifteen judges and six deputy-judges.

ARTICLE 4.

The members of the Court shall be elected by the Assembly and by the Council from a list of persons nominated by the national groups in the Court of Arbitration, in accordance with the following provisions.

In the case of Members of the League of Nations not represented in the Permanent Court of Arbitration, the lists of candidates shall be drawn up by national groups appointed for this purpose by their Governments under the same conditions as those prescribed for members of the Permanent Court of Arbitration by Article 44 of the Convention of The Hague of 1907 for the pacific settlement of international disputes.

ARTICLE 5.

At least three months before the date of the election, the Secretary-General of the League of Nations shall address a written request to the members of the Court of Arbitration belonging to the States mentioned in the Annex to the Covenant or to the States which join the League subsequently, and to the persons appointed under paragraph 2 of Article 4, inviting them to undertake, within a given time, by national groups, the nomination of persons in a position to accept the duties of a member of the Court.

No group may nominate more than four persons, not more than two of whom shall be of their own nationality. In no case must the number of candidates nominated be more than double the number of seats to be filled.

ARTICLE 6.

Before making these nominations, each national group is recommended to consult its Highest Court of Justice, its Legal

de Justice, les Facultés et Ecoles de Droit, les Académies nationales et les sections nationales d'Académies internationales, vouées à l'étude du droit.

ARTICLE 7.

Le Secrétaire Général de la Société des Nations dresse, par ordre alphabétique, une liste de toutes les personnes ainsi désignées : seules ces personnes sont éligibles, sauf le cas prévu à l'article 12, paragraphe 2.

Le Secrétaire Général communique cette liste à l'Assemblée et au Conseil.

ARTICLE 8.

L'Assemblée et le Conseil procèdent, indépendamment l'une de l'autre, à l'élection, d'abord des juges titulaires, ensuite des juges suppléants.

ARTICLE 9.

Dans toute élection, les électeurs auront en vue que les personnes appelées à faire partie de la Cour, non seulement réunissent individuellement les conditions requises, mais assurent dans l'ensemble la représentation des grandes formes de civilisation et des principaux systèmes juridiques du monde.

ARTICLE 10.

Sont élus ceux qui ont réuni la majorité absolue des voix dans l'Assemblée et dans le Conseil.

Au cas où le double scrutin de l'Assemblée et du Conseil se porterait sur plus d'un ressortissant du même Membre de la Société des Nations, le plus âgé est seul élu.

ARTICLE 11.

Si, après la première séance d'élection, il reste encore des sièges à pourvoir, il est procédé, de la même manière, à une seconde et, s'il est nécessaire, à une troisième.

ARTICLE 12.

Si, après la troisième séance d'élection, il reste encore des sièges à pourvoir, il peut être à tout moment formé sur la

Faculties and Schools of Law, and its National Academies and national sections of International Academies devoted to the study of Law.

ARTICLE 7.

The Secretary-General of the League of Nations shall prepare a list in alphabetical order of all the persons thus nominated. Save as provided in Article 12, paragraph 2, these shall be the only persons eligible for appointment.

The Secretary-General shall submit this list to the Assembly and to the Council.

ARTICLE 8.

The Assembly and the Council shall proceed independently of one another to elect, firstly the judges, then the deputy-judges.

ARTICLE 9.

At every election, the electors shall bear in mind that not only should all the persons appointed as members of the Court possess the qualifications required, but the whole body also should represent the main forms of civilisation and the principal legal systems of the world.

ARTICLE 10.

Those candidates who obtain an absolute majority of votes in the Assembly and in the Council shall be considered as elected.

In the event of more than one national of the same Member of the League being elected by the votes of both the Assembly and the Council, the eldest of these only shall be considered as elected.

ARTICLE 11.

If, after the first meeting held for the purpose of the election, one or more seats remain to be filled, a second and, if necessary, a third meeting shall take place.

ARTICLE 12.

If, after the third meeting, one or more seats still remain unfilled, a joint conference consisting of six members, three

demande, soit de l'Assemblée, soit du Conseil, une Commission médiatrice de six membres, nommés trois par l'Assemblée, trois par le Conseil, en vue de choisir pour chaque siège non pourvu un nom à présenter à l'adoption séparée de l'Assemblée et du Conseil.

Peuvent être portées sur cette liste, à l'unanimité, toutes personnes satisfaisant aux conditions requises, alors même qu'elles n'auraient pas figuré sur la liste de présentation visée aux articles 4 et 5.

Si la Commission médiatrice constate qu'elle ne peut réussir à assurer l'élection, les membres de la Cour déjà nommés pourvoient aux sièges vacants, dans un délai à fixer par le Conseil, en choisissant parmi les personnes qui ont obtenu des suffrages soit dans l'Assemblée, soit dans le Conseil.

Si parmi les juges il y a partage égal des voix, la voix du juge le plus âgé l'emporte.

ARTICLE 13.

Les membres de la Cour sont élus pour neuf ans.

Ils sont rééligibles.

Ils restent en fonction jusqu'à leur remplacement. Après ce remplacement, ils continuent de connaître des affaires dont ils sont déjà saisis.

ARTICLE 14.

Il est pourvu aux sièges devenus vacants selon la méthode suivie pour la première élection. Le membre de la Cour élu en remplacement d'un membre dont le mandat n'est pas expiré achève le terme du mandat de son prédécesseur.

ARTICLE 15.

Les juges suppléants sont appelés dans l'ordre du tableau.

Le tableau est dressé par la Cour, en tenant compte d'abord de la priorité d'élection et ensuite de l'ancienneté d'âge.

appointed by the Assembly and three by the Council, may be formed, at any time, at the request of either the Assembly or the Council, for the purpose of choosing one name for each seat still vacant, to submit to the Assembly and the Council for their respective acceptance.

If the Conference is unanimously agreed upon any person who fulfils the required conditions, he may be included in its list, even though he was not included in the list of nominations referred to in Articles 4 and 5.

If the joint conference is satisfied that it will not be successful in procuring an election, those members of the Court who have already been appointed shall, within a period to be fixed by the Council, proceed to fill the vacant seats by selection from amongst those candidates who have obtained votes either in the Assembly or in the Council.

In the event of an equality of votes amongst the judges, the eldest judge shall have a casting vote.

ARTICLE 13.

The members of the Court shall be elected for nine years.

They may be re-elected.

They shall continue to discharge their duties until their places have been filled. Though replaced, they shall finish any cases which they may have begun.

ARTICLE 14.

Vacancies which may occur shall be filled by the same method as that laid down for the first election. A member of the Court elected to replace a member whose period of appointment had not expired will hold the appointment for the remainder of his predecessor's term.

ARTICLE 15.

Deputy-judges shall be called upon to sit in the order laid down in a list.

This list shall be prepared by the Court and shall have regard firstly to priority of election and secondly to age.

ARTICLE 16.

Les membres de la Cour ne peuvent exercer aucune fonction politique ou administrative. Cette disposition ne s'applique pas aux juges suppléants en dehors de l'exercice de leurs fonctions près de la Cour.

En cas de doute, la Cour décide.

ARTICLE 17.

Les membres de la Cour ne peuvent exercer les fonctions d'agent, de conseil ou d'avocat dans aucune affaire d'ordre international. Cette disposition ne s'applique aux juges suppléants que relativement aux affaires pour lesquelles ils sont appelés à exercer leurs fonctions près de la Cour.

Ils ne peuvent participer au règlement d'aucune affaire dans laquelle ils sont antérieurement intervenus comme agents, conseils ou avocats de l'une des parties, membres d'un tribunal national ou international, d'une commission d'enquête, ou à tout autre titre.

En cas de doute, la Cour décide.

ARTICLE 18.

Les membres de la Cour ne peuvent être relevés de leurs fonctions que si, au jugement unanime des autres membres, ils ont cessé de répondre aux conditions requises.

Le Secrétaire Général de la Société des Nations en est officiellement informé par le Greffier.

Cette communication emporte vacance de siège.

ARTICLE 19.

Les membres de la Cour jouissent dans l'exercice de leurs fonctions des privilèges et immunités diplomatiques.

ARTICLE 20.

Tout membre de la Cour doit, avant d'entrer en fonction, en séance publique, prendre engagement solennel d'exercer ses attributions en pleine impartialité et en toute conscience.

ARTICLE 16.

The ordinary members of the Court may not exercise any political or administrative function. This provision does not apply to the deputy-judges except when performing their duties on the Court.

Any doubt on this point is settled by the decision of the Court.

ARTICLE 17.

No member of the Court can act as agent, counsel or advocate in any case of an international nature. This provision only applies to the deputy-judges as regards cases in which they are called upon to exercise their functions on the Court.

No member may participate in the decision of any case in which he has previously taken an active part, as agent, counsel or advocate for one of the contesting parties, or as a member of a national or international Court, or of a Commission of enquiry, or in any other capacity.

Any doubt on this point is settled by the decision of the Court.

ARTICLE 18.

A member of the Court cannot be dismissed unless, in the unanimous opinion of the other members, he has ceased to fulfil the required conditions.

Formal notification thereof shall be made to the Secretary-General of the League of Nations, by the Registrar.

This notification makes the place vacant.

ARTICLE 19.

The members of the Court, when engaged on the business of the Court, shall enjoy diplomatic privileges and immunities.

ARTICLE 20.

Every member of the Court shall, before taking up his duties, make a solemn declaration in open Court that he will exercise his powers impartially and conscientiously.

ARTICLE 21.

La Cour élit, pour trois ans, son Président et son Vice-Président ; ils sont rééligibles.

Elle nomme son Greffier.

La fonction de Greffier de la Cour n'est pas incompatible avec celle de Secrétaire Général de la Cour Permanente d'Arbitrage.

ARTICLE 22.

Le siège de la Cour est fixé à La Haye.

Le Président et le Greffier résident au siège de la Cour.

ARTICLE 23.

La Cour tient une session chaque année.

Sauf disposition contraire du règlement de la Cour, cette session commence le 15 juin, et continue tant que le rôle n'est pas épuisé.

Le Président convoque la Cour en session extraordinaire quand les circonstances l'exigent.

ARTICLE 24.

Si, pour une raison spéciale, l'un des membres de la Cour estime devoir ne pas participer au jugement d'une affaire déterminée, il en fait part au Président.

Si le Président estime qu'un des membres de la Cour ne doit pas, pour une raison spéciale, siéger dans une affaire déterminée, il en avertit celui-ci.

Si, en pareils cas, le membre de la Cour et le Président sont en désaccord, la Cour décide.

ARTICLE 25.

Sauf exception expressément prévue, la Cour exerce ses attributions en séance plénière.

Si la présence de onze juges titulaires n'est pas assurée, ce nombre est parfait par l'entrée en fonction des juges suppléants.

Toutefois, si onze juges ne sont pas disponibles, le quorum de neuf est suffisant pour constituer la Cour.

ARTICLE 21.

The Court shall elect its President and Vice-President for three years ; they may be re-elected.

It shall appoint its Registrar.

The duties of Registrar of the Court shall not be deemed incompatible with those of Secretary-General of the Permanent Court of Arbitration.

ARTICLE 22.

The seat of the Court shall be established at The Hague.

The President and Registrar shall reside at the seat of the Court.

ARTICLE 23.

A session of the Court shall be held every year.

Unless otherwise provided by rules of Court, this session shall begin on the 15th of June, and shall continue for so long as may be deemed necessary to finish the cases on the list.

The President may summon an extraordinary session of the Court whenever necessary.

ARTICLE 24.

If, for some special reason, a member of the Court considers that he should not take part in the decision of a particular case, he shall so inform the President.

If the President considers that for some special reason one of the members of the Court should not sit on a particular case, he shall give him notice accordingly.

If in any such case the member of the Court and the President disagree, the matter shall be settled by the decision of the Court.

ARTICLE 25.

The full Court shall sit except when it is expressly provided otherwise.

If eleven judges cannot be present, the number shall be made up by calling on deputy-judges to sit.

If, however, eleven judges are not available, a quorum of nine judges shall suffice to constitute the Court.

ARTICLE 26.

Pour les affaires concernant le Travail et spécialement pour les affaires visées dans la partie XIII (Travail) du Traité de Versailles et les parties correspondantes des autres Traités de Paix, la Cour statuera dans les conditions ci-après :

La Cour constituera pour chaque période de trois années une chambre spéciale composée de cinq juges désignés en tenant compte, autant que possible, des prescriptions de l'article 9. Deux juges seront, en outre, désignés pour remplacer celui des juges qui se trouverait dans l'impossibilité de siéger. Sur la demande des parties, cette chambre statuera. A défaut de cette demande, la Cour siégera avec le nombre de juges prévu à l'article 25. Dans tous les cas, les juges sont assistés de quatre assesseurs techniques siégeant à leurs côtés avec voix consultative et assurant une juste représentation des intérêts en cause.

Si l'une seulement des parties a un de ses ressortissants siégeant comme juge dans la chambre prévue à l'alinéa précédent, le Président priera un autre juge de céder sa place à un juge choisi par l'autre partie, en conformité de l'article 31.

Les assesseurs techniques sont choisis dans chaque cas spécial d'après les règles de procédure visées à l'article 30, sur une liste „d'Assesseurs pour litiges de travail”, composée de noms présentés à raison de deux par chaque Membre de la Société des Nations et d'un nombre égal présenté par le Conseil d'administration du Bureau International du Travail. Le Conseil désignera par moitié des représentants des travailleurs et par moitié des représentants des patrons pris sur la liste prévue à l'article 412 du Traité de Versailles et les articles correspondants des autres traités de paix.

Dans les affaires concernant le Travail, le Bureau International aura la faculté de fournir à la Cour tous les renseignements nécessaires et, à cet effet, le Directeur de ce Bureau recevra communication de toutes les pièces de procédure présentées par écrit.

ARTICLE 27.

Pour les affaires concernant le transit et les communications, et spécialement pour les affaires visées dans la partie

ARTICLE 26.

Labour cases, particularly cases referred to in Part XIII (Labour) of the Treaty of Versailles and the corresponding portions of the other Treaties of Peace, shall be heard and determined by the Court under the following conditions :

The Court will appoint every three years a special chamber of five judges, selected so far as possible with due regard to the provisions of Article 9. In addition, two judges shall be selected for the purpose of replacing a judge who finds it impossible to sit. If the parties so demand, cases will be heard and determined by this chamber. In the absence of any such demand, the Court will sit with the number of judges provided for in Article 25. On all occasions the judges will be assisted by four technical assessors sitting with them, but without the right to vote, and chosen with a view to ensuring a just representation of the competing interests.

If there is a national of one only of the parties sitting as a judge in the chamber referred to in the preceding paragraph, the President will invite one of the other judges to retire in favour of a judge chosen by the other party in accordance with Article 31.

The technical assessors shall be chosen for each particular case in accordance with rules of procedure under Article 30 from a list of „Assessors for Labour cases” composed of two persons nominated by each Member of the League of Nations and an equivalent number nominated by the Governing Body of the Labour Office. The Governing Body will nominate, as to one half, representatives of the workers, and as to one half, representatives of employers from the list referred to in Article 412 of the Treaty of Versailles and the corresponding Articles of the other Treaties of Peace.

In Labour cases the International Labour Office shall be at liberty to furnish the Court with all relevant information, and for this purpose the Director of that Office shall receive copies of all the written proceedings.

ARTICLE 27.

Cases relating to transit and communications, particularly cases referred to in Part XII (Ports, Waterways and Railways)

XII (ports, voies d'eau, voies ferrées) du Traité de Versailles et les parties correspondantes des autres Traités de Paix, la Cour statuera dans les conditions ci-après :

La Cour constituera pour chaque période de trois années une chambre spéciale composée de cinq juges désignés en tenant compte autant que possible des prescriptions de l'article 9. Deux juges seront, en outre, désignés pour remplacer celui des juges qui se trouverait dans l'impossibilité de siéger. Sur la demande des parties, cette chambre statuera. A défaut de cette demande, la Cour siégera avec le nombre de juges prévu à l'article 25. Si les parties le désirent, ou si la Cour le décide, les juges seront assistés de quatre assesseurs techniques siégeant à leurs côtés avec voix consultative.

Si l'une seulement des parties a un de ses ressortissants siégeant comme juge dans la chambre prévue à l'alinéa précédent, le Président priera un autre juge de céder sa place à un juge choisi par l'autre partie, en conformité de l'article 31.

Les assesseurs techniques seront choisis dans chaque cas spécial d'après les règles de procédure visées à l'article 30, sur une liste „d'Assesseurs pour litiges de transit et de communications”, composée de noms présentés à raison de deux par chaque Membre de la Société des Nations.

ARTICLE 28.

Les chambres spéciales prévues aux articles 26 et 27 peuvent, avec le consentement des parties en cause, siéger ailleurs qu'à La Haye.

ARTICLE 29.

En vue de la prompt expédition des affaires, la Cour compose annuellement une chambre de trois juges, appelée à statuer en procédure sommaire, lorsque les parties le demandent.

ARTICLE 30.

La Cour détermine par un règlement le mode suivant lequel elle exerce ses attributions. Elle règle notamment la procédure sommaire.

of the Treaty of Versailles and the corresponding portions of the other Treaties of Peace shall be heard and determined by the Court under the following conditions :

The Court will appoint every three years a special chamber of five judges, selected so far as possible with due regard to the provisions of Article 9. In addition, two judges shall be selected for the purpose of replacing a judge who finds it impossible to sit. If the parties so demand, cases will be heard and determined by this chamber. In the absence of any such demand, the Court will sit with the number of judges provided for in Article 25. When desired by the parties or decided by the Court, the judges will be assisted by four technical assessors sitting with them, but without the right to vote.

If there is a national of one only of the parties sitting as a judge in the chamber referred to in the preceding paragraph, the President will invite one of the other judges to retire in favour of a judge chosen by the other party in accordance with Article 31.

The technical assessors shall be chosen for each particular case in accordance with rules of procedure under Article 30 from a list of „Assessors for Transit and Communications cases” composed of two persons nominated by each Member of the League of Nations.

ARTICLE 28.

The special chambers provided for in Articles 26 and 27 may, with the consent of the parties to the dispute, sit elsewhere than at The Hague.

ARTICLE 29.

With a view to the speedy despatch of business, the Court shall form annually a chamber composed of three judges who, at the request of the contesting parties, may hear and determine cases by summary procedure.

ARTICLE 30.

The Court shall frame rules for regulating its procedure. In particular, it shall lay down rules for summary procedure.

ARTICLE 31.

Les juges de la nationalité de chacune des parties en cause conservent le droit de siéger dans l'affaire dont la Cour est saisie.

Si la Cour compte sur le siège un juge de la nationalité d'une seule des parties, l'autre partie peut désigner pour siéger un juge suppléant s'il s'en trouve un de sa nationalité. S'il n'en existe pas, elle peut choisir un juge, pris de préférence parmi les personnes qui ont été l'objet d'une présentation en conformité des articles 4 et 5.

Si la Cour ne compte sur le siège aucun juge de la nationalité des parties, chacune de ces parties peut procéder à la désignation ou au choix d'un juge de la même manière qu'au paragraphe précédent.

Lorsque plusieurs parties font cause commune, elles ne comptent pour l'application des dispositions qui précèdent que pour une seule. En cas de doute, la Cour décide.

Les juges désignés ou choisis, comme il est dit aux paragraphes 2 et 3 du présent article, doivent satisfaire aux prescriptions des articles 2, 16, 17, 20, 24 du présent acte. Ils statuent sur un pied d'égalité avec leurs collègues.

ARTICLE 32.

Les juges titulaires reçoivent une indemnité annuelle à fixer par l'Assemblée de la Société des Nations sur la proposition du Conseil. Cette indemnité ne peut être diminuée pendant la durée des fonctions du juge.

Le Président reçoit une indemnité spéciale déterminée de la même manière pour la durée de ses fonctions.

Le Vice-Président, les juges et les juges suppléants reçoivent dans l'exercice de leurs fonctions une indemnité à fixer de la même manière.

Les juges titulaires et suppléants qui ne résident pas au siège de la Cour reçoivent le remboursement des frais de voyages nécessités par l'accomplissement de leurs fonctions.

Les indemnités dues aux juges désignés ou choisis conformément à l'article 31 sont réglées de la même manière.

Le traitement du Greffier est fixé par le Conseil sur la proposition de la Cour.

L'Assemblée de la Société des Nations, sur la proposition

ARTICLE 31.

Judges of the nationality of each contesting party shall retain their right to sit in the case before the Court.

If the Court includes upon the Bench a judge of the nationality of one of the parties only, the other party may select from among the deputy-judges a judge of its nationality, if there be one. If there should not be one, the party may choose a judge, preferably from among those persons who have been nominated as candidates as provided in Articles 4 and 5.

If the Court includes upon the Bench no judge of the nationality of the contesting parties, each of these may proceed to select or choose a judge as provided in the preceding paragraph.

Should there be several parties in the same interest, they shall, for the purpose of the preceding provisions, be reckoned as one party only. Any doubt upon this point is settled by the decision of the Court.

Judges selected or chosen as laid down in paragraphs 2 and 3 of this Article shall fulfil the conditions required by Articles 2, 16, 17, 20, 24 of this Statute. They shall take part in the decision on an equal footing with their colleagues.

ARTICLE 32.

The judges shall receive an annual indemnity to be determined by the Assembly of the League of Nations upon the proposal of the Council. This indemnity must not be decreased during the period of a judge's appointment.

The President shall receive a special grant for his period of office, to be fixed in the same way.

The Vice-President, judges and deputy-judges, shall receive a grant for the actual performance of their duties, to be fixed in the same way.

Travelling expenses incurred in the performance of their duties shall be refunded to judges and deputy-judges who do not reside at the seat of the Court.

Grants due to judges selected or chosen as provided in Article 31 shall be determined in the same way.

The salary of the Registrar shall be decided by the Council upon the proposal of the Court.

The Assembly of the League of Nations shall lay down, on

du Conseil, adoptera un règlement spécial fixant les conditions sous lesquelles des pensions seront allouées au personnel de la Cour.

ARTICLE 33.

Les frais de la Cour sont supportés par la Société des Nations de la manière que l'Assemblée décide sur la proposition du Conseil.

Chapitre II.

COMPÉTENCE DE LA COUR.

ARTICLE 34.

Seuls les Etats ou les Membres de la Société des Nations ont qualité pour se présenter devant la Cour.

ARTICLE 35.

La Cour est ouverte aux Membres de la Société des Nations, ainsi qu'aux Etats mentionnés à l'Annexe au Pacte.

Les conditions auxquelles elle est ouverte aux autres Etats sont, sous réserve des dispositions particulières des traités en vigueur, réglées par le Conseil, et dans tous les cas, sans qu'il puisse en résulter pour les parties aucune inégalité devant la Cour.

Lorsqu'un Etat, qui n'est pas Membre de la Société des Nations, est partie en cause, la Cour fixera la contribution aux frais de la Cour, que cette partie devra supporter.

ARTICLE 36.

La compétence de la Cour s'étend à toutes affaires que les parties lui soumettront, ainsi qu'à tous les cas spécialement prévus dans les traités et conventions en vigueur.

Les Membres de la Société et Etats mentionnés à l'Annexe au Pacte pourront, soit lors de la signature ou de la ratification du Protocole, auquel le présent acte est joint, soit ultérieurement, déclarer reconnaître dès à présent comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Membre ou Etat acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour sur toutes ou quelques-unes des catégories de différends d'ordre juridique ayant pour objet :

the proposal of the Council, a special regulation fixing the conditions under which retiring pensions may be given to the personnel of the Court.

ARTICLE 33.

The expenses of the Court shall be borne by the League of Nations, in such a manner as shall be decided by the Assembly upon the proposal of the Council.

Chapter II.

COMPETENCE OF THE COURT.

ARTICLE 34.

Only States or Members of the League of Nations can be parties in cases before the Court.

ARTICLE 35.

The Court shall be open to the Members of the League and also to States mentioned in the Annex to the Covenant.

The conditions under which the Court shall be open to other States shall, subject to the special provisions contained in treaties in force, be laid down by the Council, but in no case shall such provisions place the parties in a position of inequality before the Court.

When a State which is not a Member of the League of Nations is a party to a dispute, the Court will fix the amount which that party is to contribute towards the expenses of the Court.

ARTICLE 36.

The jurisdiction of the Court comprises all cases which the parties refer to it and all matters specially provided for in treaties and conventions in force.

The Members of the League of Nations and the States mentioned in the Annex to the Covenant may, either when signing or ratifying the protocol to which the present Statute is adjoined, or at a later moment, declare that they recognise as compulsory *ipso facto* and without special agreement, in relation to any other Member or State accepting the same obligation, the jurisdiction of the Court in all or any of the classes of legal disputes concerning :

- a) L'interprétation d'un Traité.
- b) Tout point de droit international.
- c) La réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international.
- d) La nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international.

La déclaration ci-dessus visée pourra être faite purement et simplement ou sous condition de réciprocité de la part de plusieurs ou de certains Membres ou États, ou pour un délai déterminé.

En cas de contestation sur le point de savoir si la Cour est compétente, la Cour décide.

ARTICLE 37.

Lorsqu'un traité ou convention en vigueur vise le renvoi à une juridiction à établir par la Société des Nations, la Cour constituera cette juridiction.

ARTICLE 38.

La Cour applique :

1. Les conventions internationales, soit générales, soit spéciales, établissant des règles expressément reconnues par les États en litige ;
2. La coutume internationale comme preuve d'une pratique générale acceptée comme étant le droit ;
3. Les principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées ;
4. Sous réserve de la disposition de l'article 59, les décisions judiciaires et la doctrine des publicistes les plus qualifiés, comme moyen auxiliaire de détermination des règles de droit.

La présente disposition ne porte pas atteinte à la faculté pour la Cour, si les parties sont d'accord, de statuer *ex aequo et bono*.

Chapitre III.

PROCÉDURE.

ARTICLE 39.

Les langues officielles de la Cour sont le français et l'anglais. Si les parties sont d'accord pour que toute la procédure ait lieu

- (a) The interpretation of a Treaty.
- (b) Any question of International Law.
- (c) The existence of any fact which, if established, would constitute a breach of an international obligation.
- (d) The nature or extent of the reparation to be made for the breach of an international obligation.

The declaration referred to above may be made unconditionally or on condition of reciprocity on the part of several or certain Members or States, or for a certain time.

In the event of a dispute as to whether the Court has jurisdiction, the matter shall be settled by the decision of the Court.

ARTICLE 37.

When a treaty or convention in force provides for the reference of a matter to a tribunal to be instituted by the League of Nations, the Court will be such tribunal.

ARTICLE 38.

The Court shall apply :

1. International conventions, whether general or particular, establishing rules expressly recognised by the contesting States;

2. International custom, as evidence of a general practice accepted as law ;

3. The general principles of law recognised by civilised nations^s ;

4. Subject to the provisions of Article 59, judicial decisions and the teachings of the most highly qualified publicists of the various nations, as subsidiary means for the determination of rules of law.

This provision shall not prejudice the power of the Court to decide a case *ex aequo et bono*, if the parties agree thereto.

Chapter III.

PROCEDURE.

ARTICLE 39.

The official languages of the Court shall be French and English. If the parties agree that the case shall be conducted

en français, le jugement sera prononcé en cette langue. Si les parties sont d'accord pour que toute la procédure ait lieu en anglais, le jugement sera prononcé en cette langue.

A défaut d'un accord fixant la langue dont il sera fait usage, les parties pourront employer pour les plaidoiries celle des deux langues qu'elles préféreront, et l'arrêt de la Cour sera rendu en français et en anglais. En ce cas, la Cour désignera en même temps celui des deux textes qui fera foi.

La Cour pourra, à la requête des parties, autoriser l'emploi d'une langue autre que le français ou l'anglais.

ARTICLE 40.

Les affaires sont portées devant la Cour, selon le cas, soit par notification du compromis, soit par une requête, adressées au Greffe ; dans les deux cas, l'objet du différend et les parties en cause doivent être indiqués.

Le Greffe donne immédiatement communication de la requête à tous intéressés.

Il en informe également les Membres de la Société des Nations par l'entremise du Secrétaire général.

ARTICLE 41.

La Cour a le pouvoir d'indiquer, si elle estime que les circonstances l'exigent, quelles mesures conservatoires du droit de chacun doivent être prises à titre provisoire.

En attendant l'arrêt définitif, l'indication de ces mesures est immédiatement notifiée aux parties et au Conseil.

ARTICLE 42.

Les parties sont représentées par des agents.

Elles peuvent se faire assister devant la Cour par des conseils ou des avocats.

ARTICLE 43.

La procédure a deux phases : l'une écrite, l'autre orale.

La procédure écrite comprend la communication à juge et à partie des mémoires, des contremémoires, et, éventuellement,

in French, the judgment will be delivered in French. If the parties agree that the case shall be conducted in English, the judgment will be delivered in English.

In the absence of an agreement as to which language shall be employed, each party may, in the pleadings, use the language which it prefers ; the decision of the Court will be given in French and English. In this case the Court will at the same time determine which of the two texts shall be considered as authoritative.

The Court may, at the request of the parties, authorize a language other than French or English to be used.

ARTICLE 40.

Cases are brought before the Court, as the case may be, either by the notification of the special agreement, or by a written application addressed to the Registrar. In either case the subject of the dispute and the contesting parties must be indicated.

The Registrar shall forthwith communicate the application to all concerned.

He shall also notify the Members of the League of Nations through the Secretary-General.

ARTICLE 41.

The Court shall have the power to indicate, if it considers that circumstances so require, any provisional measures which ought to be taken to reserve the respective rights of either party.

Pending the final decision, notice of the measures suggested shall forthwith be given to the parties and the Council.

ARTICLE 42.

The parties shall be represented by Agents.

They may have the assistance of Counsel or Advocates before the Court.

ARTICLE 43.

The procedure shall consist of two parts : written and oral.

The written proceedings shall consist of the communication to the judges and to the parties of cases, counter-cases and, if

des répliques, ainsi que de toute pièce et document à l'appui.

La communication se fait par l'entremise du Greffe dans l'ordre et les délais déterminés par la Cour.

Toute pièce produite par l'une des parties doit être communiquée à l'autre en copie certifiée conforme.

La procédure orale consiste dans l'audition par la Cour des témoins, experts, agents, conseils et avocats.

ARTICLE 44.

Pour toute notification à faire à d'autres personnes que les agents, conseils et avocats, la Cour s'adresse directement au Gouvernement de l'Etat sur le territoire duquel la notification doit produire effet.

Il en est de même s'il s'agit de faire procéder sur place à l'établissement de tous moyens de preuve.

ARTICLE 45.

Les débats sont dirigés par le Président et à défaut de celui-ci par le Vice-Président ; en cas d'empêchement, par le plus ancien des juges présents.

ARTICLE 46.

L'audience est publique, à moins qu'il n'en soit autrement décidé par la Cour ou que les deux parties ne demandent que le public ne soit pas admis.

ARTICLE 47.

Il est tenu de chaque audience un procès-verbal signé par le Greffier et le Président.

Ce procès-verbal a seul caractère authentique.

ARTICLE 48.

La Cour rend des ordonnances pour la direction du procès, la détermination des formes et délais dans lesquels chaque partie doit finalement conclure ; elle prend toutes les mesures que comporte l'administration des preuves.

ARTICLE 49.

La Cour peut, même avant tout débat, demander aux agents de produire tout document et de fournir toutes explications. En cas de refus, elle en prend acte.

necessary, replies ; also all papers and documents in support.

These communications shall be made through the Registrar, in the order and within the time fixed by the Court.

A certified copy of every document produced by one party shall be communicated to the other party.

The oral proceedings shall consist of the hearing by the Court of witnesses, experts, agents, counsel and advocates.

ARTICLE 44.

For the service of all notices upon persons other than the agents, counsel and advocates, the Court shall apply direct to the Government of the State upon whose territory the notice has to be served.

The same provision shall apply whenever steps are to be taken to procure evidence on the spot.

ARTICLE 45.

The hearing shall be under the control of the President or, in his absence, of the Vice-President ; if both are absent, the senior judge shall preside.

ARTICLE 46.

The hearing in Court shall be public, unless the Court shall decide otherwise, or unless the parties demand that the public be not admitted.

ARTICLE 47.

Minutes shall be made at each hearing, and signed by the Registrar and the President.

These minutes shall be the only authentic record.

ARTICLE 48.

The Court shall make orders for the conduct of the case, shall decide the form and time in which each party must conclude its arguments, and make all arrangements connected with the taking of evidence.

ARTICLE 49.

The Court may, even before the hearing begins, call upon the agents to produce any document, or to supply any explanations. Formal note shall be taken of any refusal.

ARTICLE 50.

A tout moment, la Cour peut confier une enquête ou une expertise à toute personne, corps, bureau, commission ou organe de son choix.

ARTICLE 51.

Au cours des débats, toutes questions utiles sont posées aux témoins et experts dans les conditions que fixera la Cour dans le règlement visé à l'article 30.

ARTICLE 52.

Après avoir reçu les preuves et témoignages dans les délais déterminés par elle, la Cour peut écarter toutes dépositions ou documents nouveaux qu'une des parties voudrait lui présenter sans l'assentiment de l'autre.

ARTICLE 53.

Lorsqu'une des parties ne se présente pas, ou s'abstient de faire valoir ses moyens, l'autre partie peut demander à la Cour de lui adjuger ses conclusions.

La Cour, avant d'y faire droit, doit s'assurer non seulement qu'elle a compétence aux termes des articles 36 et 37, mais que les conclusions sont fondées en fait et en droit.

ARTICLE 54.

Quand les agents, avocats et conseils ont fait valoir, sous le contrôle de la Cour, tous les moyens qu'ils jugent utiles, le Président prononce la clôture des débats.

La Cour se retire en Chambre du conseil pour délibérer.
Les délibérations de la Cour sont et restent secrètes.

ARTICLE 55.

Les décisions de la Cour sont prises à la majorité des juges présents.

En cas de partage de voix, la voix du Président ou de celui qui le remplace est prépondérante.

ARTICLE 50.

The Court may, at any time, entrust any individual, body, bureau, commission or other organisation that it may select, with the task of carrying out an enquiry or giving an expert opinion.

ARTICLE 51.

During the hearing any relevant questions are to be put to the witnesses and experts under the conditions laid down by the Court in the rules of procedure referred to in Article 30.

ARTICLE 52.

After the Court has received the proofs and evidence within the time specified for the purpose, it may refuse to accept any further oral or written evidence that one party may desire to present unless the other side consents.

ARTICLE 53.

Whenever one of the parties shall not appear before the Court, or shall fail to defend his case, the other party may call upon the Court to decide in favour of his claim.

The Court must, before doing so, satisfy itself, not only that it has jurisdiction in accordance with Articles 36 and 37, but also that the claim is well founded in fact and law.

ARTICLE 54.

When, subject to the control of the Court, the agents, advocates and counsel have completed their presentation of the case, the President shall declare the hearing closed.

The Court shall withdraw to consider the judgment.

The deliberations of the Court shall take place in private and remain secret.

ARTICLE 55.

All questions shall be decided by a majority of the judges present at the hearing.

In the event of an equality of votes, the President or his deputy shall have a casting vote.

ARTICLE 56.

L'arrêt est motivé.

Il mentionne les noms des juges qui y ont pris part.

ARTICLE 57.

Si l'arrêt n'exprime pas en tout ou en partie l'opinion unanime des juges, les dissidents ont le droit d'y joindre l'exposé de leur opinion individuelle.

ARTICLE 58.

L'arrêt est signé par le Président et par le Greffier. Il est lu en séance publique, les agents dûment prévenus.

ARTICLE 59.

La décision de la Cour n'est obligatoire que pour les parties en litige et dans le cas qui a été décidé.

ARTICLE 60.

L'arrêt est définitif et sans recours. En cas de contestation sur le sens et la portée de l'arrêt, il appartient à la Cour de l'interpréter, à la demande de toute partie.

ARTICLE 61.

La revision de l'arrêt ne peut être éventuellement demandée à la Cour qu'à raison de la découverte d'un fait de nature à exercer une influence décisive et qui, avant le prononcé de l'arrêt, était inconnu de la Cour et de la partie qui demande la revision, sans qu'il y ait, de sa part, faute à l'ignorer.

La procédure de revision s'ouvre par un arrêt de la Cour constatant expressément l'existence du fait nouveau, lui reconnaissant les caractères qui donnent ouverture à la revision, et déclarant de ce chef la demande recevable.

La Cour peut subordonner l'ouverture de la procédure en revision à l'exécution préalable de l'arrêt.

La demande en revision devra être formée au plus tard dans le délai de six mois après la découverte du fait nouveau.

Aucune demande de revision ne pourra être formée après l'expiration d'un délai de dix ans à dater de l'arrêt.

ARTICLE 56.

The judgment shall state the reasons on which it is based. It shall contain the names of the judges who have taken part in the decision.

ARTICLE 57.

If the judgment does not represent in whole or in part the unanimous opinion of the judges, dissenting judges are entitled to deliver a separate opinion.

ARTICLE 58.

The judgment shall be signed by the President and by the Registrar. It shall be read in open Court, due notice having been given to the agents.

ARTICLE 59.

The decision of the Court has no binding force except between the parties and in respect of that particular case.

ARTICLE 60.

The judgment is final and without appeal. In the event of dispute as to the meaning or scope of the judgment, the Court shall construe it upon the request of any party.

ARTICLE 61.

An application for revision of a judgment can be made only when it is based upon the discovery of some fact of such a nature as to be a decisive factor, which fact was, when the judgment was given, unknown to the Court and also to the party claiming revision, always provided that such ignorance was not due to negligence.

The proceedings for revision will be opened by a judgment of the Court expressly recording the existence of the new fact, recognising that it has such a character as to lay the case open to revision, and declaring the application admissible on this ground.

The Court may require previous compliance with the terms of the judgment before it admits proceedings in revision.

The application for revision must be made at latest within six months of the discovery of the new fact.

No application for revision may be made after the lapse of ten years from the date of the sentence.

ARTICLE 62.

Lorsqu'un Etat estime que dans un différend un intérêt d'ordre juridique est pour lui en cause, il peut adresser à la Cour une requête, à fin d'intervention.

La Cour décide.

ARTICLE 63.

Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle ont participé d'autres Etats que les parties en litige, le Greffe les avertit sans délai.

Chacun d'eux a le droit d'intervenir au procès, et s'il exerce cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est également obligatoire à son égard.

ARTICLE 64.

S'il n'en est autrement décidé par la Cour, chaque partie supporte ses frais de procédure.

ARTICLE 62.

Should a State consider that it has an interest of a legal nature which may be affected by the decision in the case, it may submit a request to the Court to be permitted to intervene as a third party.

It will be for the Court to decide upon this request.

ARTICLE 63.

Whenever the construction of a convention to which States other than those concerned in the case are parties is in question, the Registrar shall notify all such States forthwith.

Every State so notified has the right to intervene in the proceedings : but if it uses this right, the construction given by the judgment will be equally binding upon it.

ARTICLE 64.

Unless otherwise decided by the Court, each party shall bear its own costs.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

du

Statut de la Cour Permanente de Justice Internationale

visé par

l'Article 14 du Pacte de la Société des Nations.

Les Membres de la Société des Nations représentés par les soussignés dûment autorisés, déclarent reconnaître le Statut ci-joint de la Cour Permanente de Justice Internationale de la Société des Nations, approuvé par le vote unanime de l'Assemblée de la Société, en date, à Genève, du 13 décembre 1920.

En conséquence, ils déclarent accepter la juridiction de la Cour dans les termes et conditions prévus dans le Statut ci-dessus visé.

Le présent Protocole, dressé conformément à la décision de l'Assemblée de la Société des Nations du 13 décembre 1920, sera ratifié. Chaque Puissance adressera sa ratification au Secrétariat Général de la Société des Nations, par les soins duquel il en sera donné avis à toutes les autres Puissances signataires. Les ratifications resteront déposées dans les archives de la Société des Nations.

Le présent Protocole restera ouvert à la signature des États visés à l'Annexe du Pacte de la Société.

Le Statut de la Cour entrera en vigueur ainsi qu'il est prévu par ladite décision.

Fait à Genève, en un seul exemplaire, dont les textes français et anglais feront foi.

Le 16 décembre 1920.

[Les États suivants ont effectué le dépôt des ratifications du Protocole de signature du Statut :

Afrique du Sud, Albanie, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Canada, Cuba, Danemark, Espagne, État serbe-croate-slovène, France, Grande-Bretagne, Grèce, Haïti, Indes britanniques, Italie, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Siam, Suède, Suisse, Tchéco-Slovaquie, Uruguay, Venezuela.]

PROTOCOL OF SIGNATURE

of the

Statute for the Permanent Court of International Justice

provided for by

Article 14 of the Covenant of the League of Nations.

The Members of the League of Nations, through the undersigned, duly authorised, declare their acceptance of the adjoined Statute of the Permanent Court of International Justice, which was approved by a unanimous vote of the Assembly of the League on the 13th December 1920, at Geneva.

Consequently, they hereby declare that they accept the jurisdiction of the Court in accordance with the terms and subject to the conditions of the above-mentioned Statute.

The present Protocol, which has been drawn up in accordance with the decision taken by the Assembly of the League of Nations on the 13th December 1920, is subject to ratification. Each Power shall send its ratification to the Secretary General of the League of Nations; the latter shall take the necessary steps to notify such ratification to the other signatory Powers. The ratifications shall be deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations.

The said Protocol shall remain open for signature by the Members of the League of Nations and by the States mentioned in the Annex to the Covenant of the League.

The Statute of the Court shall come into force as provided in the above-mentioned decision.

Executed at Geneva, in a single copy, the French and English texts of which shall both be authentic. 16th December 1920.

[The following States have deposited deeds of ratification to the Protocol of signature of the Statute :

Albania, Australia, Austria, Belgium, Brazil, Bulgaria, Canada, Cuba, Czecho-Slovakia, Denmark, France, Great-Britain, Greece, Haiti, India, Italy, Japan, Netherlands, New-Zealand, Norway, Poland, Portugal, Roumania, Serb-Croat-Slovene State, Siam, South Africa, Spain, Sweden, Switzerland, Uruguay, Venezuela.]

DISPOSITION FACULTATIVE

Les soussignés, dûment autorisés, déclarent en outre, au nom de leur Gouvernement, reconnaître dès à présent, comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, la juridiction de la Cour conformément à l'article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour et dans les termes suivants.

[Les États suivants ont signé la disposition facultative :
Brésil,

Bulgarie, avec la clause de réciprocité,

Chine, avec la clause de réciprocité et pour la durée de cinq années,

Costa-Rica, avec la clause de réciprocité,

Danemark, avec la clause de réciprocité et pour la durée de cinq années,

Finlande, avec la clause de réciprocité et pour la durée de cinq années,

Haïti,

Libéria, avec la clause de réciprocité,

Lithuanie,

Luxembourg, avec la clause de réciprocité et pour la durée de cinq années,

Norvège,

Panama,

Pays-Bas, avec la clause de réciprocité et pour la durée de cinq années sur tout différend futur à propos duquel les parties ne sont pas convenues d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique,

Portugal, avec la clause de réciprocité,

Salvador, avec la clause de réciprocité,

Suède, avec la clause de réciprocité et pour la durée de cinq années,

Suisse, avec la clause de réciprocité et pour la durée de cinq années,

Uruguay, avec la clause de réciprocité.]

OPTIONAL CLAUSE

The undersigned, being duly authorised thereto, further declare, on behalf of their Government, that, from this date, they accept as compulsory „ipso facto” and without special Convention, the jurisdiction of the Court in conformity with Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court, under the following conditions.

[The following States have signed the optional clause :

Brazil,

Bulgaria, on condition of reciprocity,

China, on condition of reciprocity, for a period of five years,

Costa Rica, on condition of reciprocity,

Denmark, on condition of reciprocity, for a period of five years,

Finland, on conditions of reciprocity, for a period of five years,

Haiti,

Liberia, on condition of reciprocity,

Lithuania,

Luxemburg, on condition of reciprocity, for a period of five years,

Netherlands, on condition of reciprocity, for a period of five years, in respect of any future dispute in regard to which the Parties have not agreed to have recourse to some other means of friendly settlement,

Norway,

Panama,

Portugal, on condition of reciprocity,

San Salvador, on condition of reciprocity,

Sweden, on condition of reciprocity, for a period of five years,

Switzerland, on condition of reciprocity, for a period of five years,

Uruguay, on condition of reciprocity.]

RÈGLEMENT DE LA COUR.

Préambule.

La Cour,
Vu l'article 30 de son Statut,
Arrête le présent Règlement :

Chapitre I. **DE LA COUR.**

Titre 1. — Constitution de la Cour.

Section A. Des juges et des assesseurs.

ARTICLE 1.

Sous réserve des dispositions de l'article 14 du Statut, la période de fonctions des juges titulaires et suppléants commence à courir le 1^{er} janvier de l'année qui suit leur élection.

ARTICLE 2.

Les juges titulaires et suppléants, élus au cours d'une session antérieure de l'Assemblée et du Conseil de la Société des Nations, prennent séance respectivement avant les juges titulaires et suppléants élus au cours de sessions ultérieures. Les juges titulaires et suppléants, élus au cours de la même session, ont le rang que leur assigne leur ancienneté d'âge. Les juges titulaires ont la préséance sur les juges suppléants.

Les juges nationaux choisis en dehors de la Cour, en vertu des dispositions de l'article 31 du Statut, prennent séance après les juges suppléants, dans l'ordre d'ancienneté d'âge.

Le tableau des juges suppléants est dressé en conformité des mêmes principes.

Le Vice-Président siège à la droite du Président. Les autres

RULES OF COURT.

P r e a m b l e.

The Court,
By virtue of Article 30 of its Statute,
Adopts the present Rules :

Chapter I. **THE COURT.**

Heading 1. — Constitution of the Court.

Section A. Judges and assessors.

ARTICLE 1.

Subject to the provisions of Article 14 of the Statute, the term of office of judges and deputy-judges shall commence on January 1st of the year following their election.

ARTICLE 2.

Judges and deputy-judges elected at an earlier session of the Assembly and of the Council of the League of Nations shall take precedence respectively over judges and deputy-judges elected at a subsequent session. Judges and deputy-judges elected during the same session shall take precedence according to age. Judges shall take precedence over deputy-judges.

National judges chosen from outside the Court, under the terms of Article 31 of the Statute, shall take precedence after deputy-judges in order of age.

The list of deputy-judges shall be prepared in accordance with these principles.

The Vice-President shall take his seat on the right of the

juges siègent à la gauche et à la droite du Président, selon l'ordre ci-dessus établi.

ARTICLE 3.

Les juges suppléants dont la présence est nécessaire, sont appelés dans l'ordre du tableau visé à l'article précédent, de telle sorte que chacun d'eux soit convoqué à son tour jusqu'à l'épuisement du tableau.

Lorsqu'un juge suppléant est trop éloigné du siège de la Cour pour pouvoir, selon l'opinion du Président, être touché utilement par une convocation, celle-ci sera adressée au juge suppléant qui le suit immédiatement dans l'ordre du tableau, sans préjudice du droit pour celui qui aurait dû la recevoir, d'être appelé, s'il est possible, la première fois que la présence d'un juge suppléant sera exigée.

Le juge suppléant qui a été saisi d'une affaire doit être appelé, si besoin en est en dehors de son tour, afin d'en poursuivre l'examen, jusqu'à ce que la solution soit intervenue.

L'appel fait à un juge suppléant comme juge national dans une affaire déterminée, en vertu de l'article 31 du Statut, ne compte pas pour l'application du présent article.

ARTICLE 4.

Dans le cas où une ou plusieurs parties ont le droit de nommer un juge *ad hoc* de leur nationalité, la Cour plénière peut siéger avec un nombre de juges plus élevé que onze.

La Cour, après avoir constaté, en conformité de l'article 31 du Statut, que plusieurs parties font cause commune et qu'aucune d'elles ne compte, sur le siège, un juge de sa nationalité, les invite à se mettre d'accord pour désigner, dans un délai fixé par elle, un juge suppléant de la nationalité de l'une d'entre elles ; ou, s'il n'en existe pas, un juge choisi selon les principes dudit article.

Si, à l'expiration du délai, les parties n'ont pas notifié leur désignation ou leur choix, elles sont réputées avoir renoncé à la faculté que leur confère l'article 31.

President. The other Members of the Court shall take their seats to the right and left of the President in the order laid down above.

ARTICLE 3.

Deputy-judges whose presence is necessary shall be summoned in the order laid down in the list referred to in the preceding Article, that is to say, each of them will be summoned in rotation throughout the list.

Should a deputy-judge be so far from the seat of the Court that, in the opinion of the President, a summons would not reach him in sufficient time, the deputy-judge next on the list shall be summoned; nevertheless, the judge to whom the summons should have been addressed shall be called upon, if possible, on the next occasion that the presence of a deputy-judge is required.

A deputy-judge who has begun a case shall be summoned again, if necessary out of his turn, in order to continue to sit in the case until it is finished.

Should a deputy-judge be summoned to take his seat in a particular case as a national judge, under the terms of Article 31 of the Statute, such summons shall not be regarded as coming within the terms of the present Article.

ARTICLE 4.

In cases in which one or more parties are entitled to choose a judge *ad hoc* of their nationality, the full Court may sit with a number of judges exceeding eleven.

When the Court has satisfied itself, in accordance with Article 31 of the Statute, that there are several parties in the same interest and that none of them has a judge of its nationality upon the bench, the Court shall invite them, within a period to be fixed by the Court, to select by common agreement a deputy judge of the nationality of one of the parties, should there be one; or, should there not be one, a judge chosen in accordance with the principles of the above-mentioned Article.

Should the parties have failed to notify the Court of their selection or choice when the time limit expires, they shall be regarded as having renounced the right conferred upon them by Article 31.

ARTICLE 5.

Tout membre de la Cour, ainsi que tout juge appelé à la compléter en vertu de l'article 31 du Statut, inaugure ses fonctions en prenant, conformément à l'article 20 dudit Statut, l'engagement solennel suivant :

„Je déclare solennellement que j'exercerai tous mes
„devoirs et attributions de juge en tout honneur et dévoue-
„ment, en pleine et parfaite impartialité et en toute con-
„science”.

En vue de cette déclaration, la Cour peut, le cas échéant, être convoquée en séance publique spéciale.

A la séance publique d'ouverture tenue après le renouvellement intégral de la Cour, la déclaration prescrite est faite d'abord par le Président, puis par le Vice-Président et ensuite par les autres juges dans l'ordre établi dans l'article 2.

ARTICLE 6.

Pour l'application de l'article 18 du Statut, le Président ou, le cas échéant, le Vice-Président, convoque les juges titulaires et suppléants. Le membre mis en cause est admis à fournir des explications, après quoi la question est discutée et mise aux voix, hors la présence de ce membre. Si l'unanimité des membres présents est acquise, le Greffier procède à la notification prescrite dans ledit article.

ARTICLE 7.

Le Président recueille tous renseignements utiles, propres à éclairer la Cour sur le choix des assesseurs techniques, dans chaque affaire. Pour les affaires mentionnées à l'article 26 du Statut, il consulte notamment le Conseil d'administration du Bureau International du Travail.

Les assesseurs sont désignés, à la majorité absolue, soit par la Cour, soit par la Chambre spéciale à laquelle ressortit l'affaire à régler.

ARTICLE 8.

Les assesseurs prennent, à la première séance de la Cour à laquelle ils assistent, l'engagement solennel suivant :

ARTICLE 5.

Before entering upon his duties, each member of the Court or judge summoned to complete the Court, under the terms of Article 31 of the Statute, shall make the following solemn declaration in accordance with Article 20 of the Statute:

„I solemnly declare that I will exercise all my powers and duties as a judge honourably and faithfully, impartially and conscientiously”.

A special public sitting of the Court may, if necessary, be convened for this purpose.

At the public inaugural sitting held after a new election of the whole Court the required declaration shall be made first by the President, secondly by the Vice-President, and then by the remaining judges in the order laid down in Article 2.

ARTICLE 6.

For the purpose of applying Article 18 of the Statute, the President, or if necessary the Vice-President, shall convene the judges and deputy-judges. The member affected shall be allowed to furnish explanations. When he has done so the question shall be discussed and a vote shall be taken, the member in question not being present. If the members present are unanimously agreed, the Registrar shall issue the notification prescribed in the above-mentioned Article.

ARTICLE 7.

The President shall take steps to obtain all information which might be helpful to the Court in selecting technical assessors in each case. With regard to the questions referred to in Article 26 of the Statute, he shall, in particular, consult the Governing Body of the International Labour Office.

The assessors shall be appointed by an absolute majority of votes, either by the Court or by the special Chamber which has to deal with the case in question.

ARTICLE 8.

Assessors shall make the following solemn declaration at the first sitting of the Court at which they are present:

„Je déclare solennellement que j'exercerai tous mes
 „devoirs et attributions d'assesseur en tout honneur
 „et dévouement, en pleine et parfaite impartialité et
 „en toute conscience, et que j'observerai scrupuleusement
 „toutes les prescriptions du Statut et du Règlement de
 „la Cour”.

Section B. De la Présidence.

ARTICLE 9.

L'élection du Président et du Vice-Président a lieu à la fin de la session ordinaire qui précède immédiatement le terme normal des fonctions du Président et du Vice-Président sortants.

Après le renouvellement intégral de la Cour, l'élection du Président et du Vice-Président a lieu au début de la session qui suit. Le Président et le Vice-Président élus dans ces circonstances entrent en fonctions le jour de leur élection ; ils restent en fonctions jusqu'à l'expiration de la seconde année qui suit celle de leur élection.

Si le Président ou le Vice-Président cesse de faire partie de la Cour avant le terme normal de ses fonctions, une élection a lieu afin de choisir un remplaçant pour la période restant à courir. Si cela est nécessaire, la Cour peut, à cette effet, être convoquée en session extraordinaire.

Pour les élections visées au présent article, le vote a lieu au scrutin secret ; le candidat qui obtient la majorité absolue est déclaré élu.

ARTICLE 10.

Le Président dirige les travaux et les services de la Cour ; il préside ses séances plénières.

ARTICLE 11.

Le Vice-Président remplace le Président en cas d'empêchement, ou en cas de cessation de fonctions jusqu'à ce qu'il ait été pourvu par la Cour à la désignation du nouveau Président.

„I solemnly declare that I will exercise my duties and powers as an assessor honourably and faithfully, impartially and conscientiously, and that I will scrupulously observe all the provisions of the Statute and of the Rules of Court”.

Section B. The Presidency.

ARTICLE 9.

The election of the President and Vice-President shall take place at the end of the ordinary session immediately before the normal termination of the period of office of the retiring President and Vice-President.

After a new election of the whole Court, the election of the President and Vice-President shall take place at the commencement of the following session. The President and Vice-President elected in these circumstances shall take up their duties on the day of their election. They shall remain in office until the end of the second year after the year of their election.

Should the President or the Vice-President cease to belong to the Court before the expiration of their normal term of office, an election shall be held for the purpose of appointing a substitute for the unexpired portion of their term of office. If necessary, an extraordinary session of the Court may be convened for this purpose.

The elections referred to in the present Article shall take place by secret ballot. The candidate obtaining an absolute majority of votes shall be declared elected.

ARTICLE 10.

The President shall direct the work and administration of the Court; he shall preside at the meetings of the full Court.

ARTICLE 11.

The Vice-President shall take the place of the President, should the latter be unable to be present, or, should he cease to hold office, until the new President has been appointed by the Court.

ARTICLE 12.

Le Président doit être domicilié dans un rayon qui n'excède pas dix kilomètres autour du Palais de la Paix, à La Haye.

Les grandes vacances du Président ne doivent pas dépasser trois mois.

ARTICLE 13.

Après le renouvellement intégral de la Cour, et jusqu'à l'élection du Président et du Vice-Président, la présidence est exercée par celui des juges auquel l'ordre fixé par l'article 2 donne la préséance.

Il en est de même en cas d'empêchement simultané du Président et du Vice-Président ou en cas de vacance simultanée de leurs fonctions.

Section C. **Des Chambres.**

ARTICLE 14.

Les membres des Chambres constituées en vertu des articles 26, 27 et 29 du Statut sont désignés par la Cour siégeant en séance plénière, à la majorité absolue des voix ; il est tenu compte, pour cette désignation, sous réserve des stipulations de l'article 9 dudit Statut, des préférences exprimées par les juges.

Les juges remplaçants, visés aux articles 26 et 27 du Statut, sont désignés de la même manière. Deux juges sont également désignés pour remplacer celui des juges membre de la Chambre de procédure sommaire qui se trouve dans l'impossibilité de siéger.

Il est procédé à l'élection à la fin de la session ordinaire de la Cour, et la durée assignée aux fonctions des élus a pour point de départ le 1^{er} janvier de l'année suivante.

Toutefois, après le renouvellement intégral de la Cour, l'élection a lieu au début de la première session qui suit. La période de fonctions commence le jour de l'élection ; elle prend fin, en ce qui concerne la Chambre prévue à l'article 29 du Statut, à l'expiration de la même année et, en ce qui concerne les Chambres visées aux articles 26 et 27, à l'expiration de la deuxième année à compter de l'élection.

Les Présidents des Chambres sont nommés par la Cour en

ARTICLE 12.

The President shall reside within a radius of ten kilometres from the Peace Palace at the Hague.

The main annual vacation of the President shall not exceed three months.

ARTICLE 13.

After a new election of the whole Court and until such time as the President and Vice-President have been elected, the judge who takes precedence according to the order laid down in Article 2, shall perform the duties of President.

The same principle shall be applied should both the President and the Vice-President be unable to be present, or should both appointments be vacant at the same time.

Section C. **The Chambers.**

ARTICLE 14.

The members of the Chambers constituted by virtue of Articles 26, 27 and 29 of the Statute shall be appointed at a meeting of the full Court by an absolute majority of votes, regard being had for the purposes of this selection to any preference expressed by the judges, so far as the provisions of Article 9 of the Statute permit.

The substitutes mentioned in Articles 26 and 27 of the Statute shall be appointed in the same manner. Two judges shall also be chosen to replace any member of the Chamber for summary procedure who may be unable to sit.

The election shall take place at the end of the ordinary session of the Court, and the period of appointment of the members elected shall commence on January 1st of the following year.

Nevertheless, after a new election of the whole Court the election shall take place at the beginning of the following session. The period of appointment shall commence on the date of election and shall terminate, in the case of the Chamber referred to in Article 29 of the Statute, at the end of the same year and, in the case of the Chambers referred to in Articles 26 and 27 of the Statute, at the end of the second year after the year of election.

séance plénière. Cependant le Président de la Cour préside de plein droit toute Chambre dont il est élu membre ; de même, le Vice-Président de la Cour préside de plein droit toute Chambre dont il est élu membre et à laquelle n'appartient pas le Président de la Cour.

ARTICLE 15.

Les Chambres spéciales pour questions de travail et pour questions de communications et de transit, ne peuvent pas siéger avec un nombre de juges plus élevé que cinq.

Sous réserve des dispositions du deuxième alinéa de l'article précédent, la composition de la Chambre de procédure sommaire ne peut pas être modifiée.

ARTICLE 16.

Les juges suppléants ne sont convoqués pour compléter les Chambres spéciales ou la Chambre de procédure sommaire, que si le nombre requis ne peut être parfait par la présence de juges titulaires.

Section D. Du Greffe.

ARTICLE 17.

La Cour choisit son Greffier parmi les candidats proposés par les membres de la Cour.

L'élection a lieu au scrutin secret et à la majorité des voix. En cas de partage des voix, le Président a voix prépondérante.

Le Greffier est élu pour une période de sept ans, à compter du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle pendant laquelle l'élection a eu lieu. Il est rééligible.

Si le Greffier cesse ses fonctions avant l'expiration du terme ci-dessus fixé, une élection a lieu afin de lui choisir un successeur.

ARTICLE 18.

Avant son entrée en fonctions, le Greffier fait, en séance plénière de la Cour, la déclaration suivante :

The Presidents of the Chambers shall be appointed at a sitting of the full Court. Nevertheless, the President of the Court shall, *ex officio*, preside over any Chamber of which he may be elected a member; similarly, the Vice-President of the Court shall, *ex officio*, preside over any Chamber of which he may be elected a member, provided that the President is not also a member.

ARTICLE 15.

The special Chambers for labour cases and for communications and transit cases may not sit with a greater number than five judges.

Except as provided in the second paragraph of the preceding Article, the composition of the Chamber for summary procedure may not be altered.

ARTICLE 16.

Deputy-judges shall not be summoned to complete the special Chambers or the Chamber for summary procedure, unless sufficient judges are not available to complete the number required.

Section D. The Registry.

ARTICLE 17.

The Court shall select its Registrar from amongst candidates proposed by members of the Court.

The election shall be by secret ballot and by a majority of votes. In the event of an equality of votes, the President shall have a casting vote.

The Registrar shall be elected for a term of seven years commencing on January 1st of the year following that in which the election takes place. He may be re-elected.

Should the Registrar cease to hold his office before the expiration of the term above-mentioned, an election shall be held for the purpose of appointing a successor.

ARTICLE 18.

Before taking up his duties, the Registrar shall make the following declaration at a meeting of the full Court:

„Je prends l'engagement solennel d'exercer en toute loyauté, discrétion et conscience, les fonctions qui m'ont été confiées en ma qualité de Greffier de la Cour permanente de Justice internationale”.

Les autres fonctionnaires du Greffe prennent un engagement analogue devant le Président, en présence du Greffier.

ARTICLE 19.

Le Greffier doit être domicilié dans un rayon qui n'excède pas dix kilomètres autour du Palais de la Paix, à La Haye.

Les grandes vacances du Greffier ne doivent pas dépasser deux mois.

ARTICLE 20.

Le personnel du Greffe est nommé par la Cour, sur la proposition du Greffier.

Article 21.

Le statut du personnel du Greffe est adopté par le Président sur la proposition du Greffier, sauf approbation ultérieure de la Cour.

ARTICLE 22.

Sur la proposition du Greffier, la Cour détermine et modifie l'organisation du Greffe. Le Président désigne, sur la présentation du Greffier, le fonctionnaire du Greffe qui le remplace en cas d'empêchement, ou en cas de cessation de fonctions jusqu'à ce qu'il ait été pourvu à la désignation de son successeur.

ARTICLE 23.

Les registres des archives sont tenus de façon à donner tous les renseignements nécessaires, entre autres sur les points suivants :

1. pour chaque affaire ou question, tous les documents y relatifs, et toutes les suites données, par ordre chronologique ; tous ces documents portent le même numéro de dossier et sont numérotés selon l'ordre dans lequel ils ont été classés dans ce dossier ;

„I solemnly declare that I will perform the duties conferred upon me as Registrar of the Permanent Court of International Justice in all loyalty, discretion and good conscience”.

The other members of the Registry shall make a similar declaration before the President, the Registrar being present.

ARTICLE 19.

The Registrar shall reside within a radius of ten kilometres from the Peace Palace at The Hague.

The main annual vacation of the Registrar shall not exceed two months.

ARTICLE 20.

The staff of the Registry shall be appointed by the Court on proposals submitted by the Registrar.

ARTICLE 21.

The Regulations for the Staff of the Registry shall be adopted by the President on the proposal of the Registrar, subject to subsequent approval by the Court.

ARTICLE 22.

The Court shall determine or modify the organisation of the Registry upon proposals submitted by the Registrar. On the proposal of the Registrar, the President shall appoint the member of the Registry who is to act for the Registrar in his absence or, in the event of his ceasing to hold his office, until a successor has been appointed.

ARTICLE 23.

The registers kept in the archives shall be so arranged as to give particulars with regard to the following points amongst others :

- I. for each case or question, all documents pertaining to it and all action taken with regard to it in chronological order ; all such documents shall bear the same file number and shall be numbered consecutively within the file ;

2. toutes les décisions de la Cour, par ordre chronologique, avec référence aux dossiers respectifs ;
3. tous les avis consultatifs émis par la Cour, par ordre chronologique, avec référence aux dossiers respectifs ;
4. toutes notifications et communications analogues envoyées par la Cour, avec référence aux dossiers respectifs.

Les index figurant dans les archives comprennent :

1. un fichier de noms propres avec les références nécessaires ;
2. un fichier des sujets par ordre de matières, avec les références nécessaires.

ARTICLE 24.

Aux heures fixées par le Président, le Greffier reçoit tous documents, et fournit tous renseignements sous réserve de l'article 38 du présent Règlement ainsi que de son devoir professionnel de discrétion.

ARTICLE 25.

Le Greffier sert d'intermédiaire à toutes les communications émanant de la Cour ou qui lui sont adressées.

Le Greffier veille à ce que la date d'expédition et de réception de toutes ces communications et notifications puisse être facilement contrôlée. En cas d'expédition par la poste de communications ou notifications, celles-ci sont recommandées. Les communications adressées aux représentants officiels ou aux agents des parties, sont considérées comme ayant été adressées aux parties elles-mêmes. La date de réception est notée sur tous les documents parvenant au Greffier et il en est donné à l'expéditeur, sur la demande de celui-ci, un reçu portant la date de réception de ces documents et les numéros sous lesquels ils ont été enregistrés.

ARTICLE 26.

Le Greffier a la responsabilité des archives, des comptes et de tous travaux administratifs. Il a la garde des sceaux et cachets. Il assiste à toutes les séances plénières de la Cour et, soit en personne, soit en désignant un représentant approuvé

2. all decisions of the Court in chronological order, with references to the respective files ;
 3. all advisory opinions given by the Court in chronological order, with references to the respective files ;
 4. all notifications and similar communications sent out by the Court, with references to the respective files.
- Indexes kept in the archives shall comprise :
1. a card index of names with necessary references ;
 2. a card index of subject matter with like references.

ARTICLE 24.

During hours to be fixed by the President the Registrar shall receive any documents and reply to any enquiries, subject to the provisions of Article 38 of the present Rules and to the observance of professional secrecy.

ARTICLE 25.

The Registrar shall be the channel for all communications to and from the Court.

The Registrar shall ensure that the date of despatch and receipt of all communications and notifications may readily be verified. Communications and notifications sent by post shall be registered. Communications addressed to the official representatives or to the agents of the parties shall be considered as having been addressed to the parties themselves. The date of receipt shall be noted on all documents received by the Registrar, and a receipt bearing this date and the number under which the document has been registered shall be given to the sender, if a request to that effect be made.

ARTICLE 26.

The Registrar shall be responsible for the archives, the accounts and all administrative work. He shall have the custody of the seals and stamps of the Court. He shall himself be present at all meetings of the full Court and either

par la Cour, à toutes les séances des diverses Chambres ; les procès-verbaux des séances sont rédigés sous sa responsabilité.

De plus, il remplit toutes les fonctions qui peuvent lui être dévolues aux termes du présent Règlement.

Une Instruction approuvée par le Président, sur la proposition du Greffier, détermine le détail des attributions du Greffe.

Titre 2. — Fonctionnement de la Cour.

ARTICLE 27.

L'année qui suit le renouvellement intégral de la Cour, la session ordinaire de celle-ci commence le quinze janvier.

Si le jour fixé pour une session est considéré comme jour férié à l'endroit où siège la Cour, la session commence le jour ouvrable suivant.

ARTICLE 28.

Le rôle des affaires est dressé et tenu à jour par le Greffier sous la responsabilité du Président. Le rôle, pour une session déterminée, contient toutes les questions soumises à la Cour pour avis consultatif, ainsi que toutes les affaires à elle soumises pour décision et pour lesquelles la procédure écrite est terminée, dans l'ordre de réception par le Greffier de l'acte par lequel la Cour a été saisie de la question ou de l'affaire. Dans le cas où, au cours d'une session, une question est portée devant la Chambre, ou la procédure écrite au sujet d'une affaire ou question vient à se terminer, il appartient à la Cour de décider si cette question ou affaire doit être ajoutée au rôle de la session.

Le Greffier prépare et tient à jour des extraits du rôle ci-dessus, indiquant tous les litiges qui doivent être examinés respectivement par les Chambres.

Enfin, le Greffier prépare et tient à jour un rôle des affaires soumises à révision.

ARTICLE 29.

Pendant les sessions, les dates et heures des séances sont fixées par le Président.

he, or a person appointed to represent him with the approval of the Court, shall be present at all sittings of the various Chambers ; he shall be responsible for drawing up the minutes of the meetings.

He shall further undertake all duties which may be laid upon him by the present Rules.

The duties of the Registry shall be set forth in detail in a List of Instructions to be submitted by the Registrar to the President for his approval.

Heading 2. — Working of the Court.

ARTICLE 27.

In the year following a new election of the whole Court the ordinary annual session shall commence on the fifteenth of January.

If the day fixed for the opening of a session is regarded as a holiday at the place where the Court is sitting, the session shall be opened on the working day following.

ARTICLE 28.

The list of cases shall be prepared and kept up to date by the Registrar under the responsibility of the President. The list for each session shall contain all questions submitted to the Court for an advisory opinion and all cases in regard to which the written proceedings are concluded, in the order in which the documents submitting each question or case have been received by the Registrar. If in the course of a session, a question is submitted to the Court or the written proceedings in regard to any case are concluded, the Court shall decide whether such question or case shall be added to the list for that session.

The Registrar shall prepare and keep up to date extracts from the above list showing the cases to be dealt with by the respective Chambers.

The Registrar shall also prepare and keep a list of cases for revision.

ARTICLE 29.

During the sessions the dates and hours of sittings shall be fixed by the President.

ARTICLE 30.

Si, dans une des séances plénières de la Cour, il est impossible d'atteindre le quorum exigé, la Cour s'ajourne jusqu'à ce que le quorum soit atteint.

ARTICLE 31.

La Cour délibère en Chambre du conseil sur la décision de toute affaire ou sur la réponse à toute question à elle soumises.

Pendant les délibérations visées à l'alinéa précédent, seules les personnes autorisées à y prendre part, ainsi que le Greffier, sont présents dans la Chambre du conseil. Aucune autre personne ne peut y être admise qu'en vertu d'une décision spéciale de la Cour motivée par des circonstances exceptionnelles.

Chacun des membres de la Cour, présents à la délibération, exprime son opinion motivée.

Les conclusions adoptées, après discussion finale, par la majorité des membres, déterminent la décision de la Cour.

Tout membre de la Cour peut demander qu'une question, devant être mise aux voix, soit formulée en termes précis dans les deux langues officielles et distribuée à la Cour. Il est fait droit à cette demande.

Chapitre II. **DE LA PROCÉDURE.**

Titre 1. — Procédure contentieuse.

Section A. Dispositions générales.

ARTICLE 32.

Les dispositions du présent titre sont établies sans préjudice de l'adoption par la Cour d'autres règles que les parties intéressées pourraient proposer d'un commun accord, en tenant compte des circonstances particulières à chaque affaire.

ARTICLE 33.

Dans chaque cas déterminé, les délais sont fixés par la Cour en assignant une date précise pour les divers actes de procédure;

ARTICLE 30.

If at any sitting of the full Court it is impossible to obtain the prescribed quorum, the Court shall adjourn until the quorum is obtained.

ARTICLE 31.

The Court shall sit in private to deliberate upon the decision of any case or on the reply to any question submitted to it.

During the deliberation referred to in the preceding paragraph, only persons authorised to take part in the deliberation and the Registrar shall be present. No other person shall be admitted except by virtue of a special decision taken by the Court, having regard to exceptional circumstances.

Every member of the Court who is present at the deliberation shall state his opinion together with the reasons on which it is based.

The decision of the Court shall be based upon the conclusions adopted after final discussion by a majority of the members.

Any member of the Court may request that a question which is to be voted upon shall be drawn up in precise terms in both the official languages and distributed to the Court. A request to this effect shall be complied with.

Chapter II. **PROCEDURE.****Heading 1. — Contentious Procedure.****Section A. General Provisions.**

ARTICLE 32.

The rules contained under this heading shall in no way preclude the adoption by the Court of such other rules as may be jointly proposed by the parties concerned, due regard being paid to the particular circumstances of each case.

ARTICLE 33.

The Court shall fix time limits in each case by assigning a definite date for the completion of the various acts of

elle tient compte, autant que possible, de l'accord des parties.

La Cour peut prolonger les délais fixés par elle. Elle peut également, dans des circonstances spéciales, décider qu'un acte de procédure entrepris après l'expiration du délai fixé, est considéré comme valable.

Si la Cour ne siège pas, et sous réserve de toute décision ultérieure qu'elle pourrait prendre, les pouvoirs qui lui sont conférés, aux termes du présent article, sont exercés par le Président.

ARTICLE 34.

Toute pièce de procédure présentée à la Cour doit être accompagnée d'au moins trente copies imprimées et certifiées conformes. Le Président a la faculté d'ordonner le dépôt de copies supplémentaires.

Section B. Procédure devant la Cour et devant les Chambres spéciales (articles 26 et 27 du Statut).

1. Introduction de l'instance.

ARTICLE 35.

Lorsque la Cour est saisie d'une affaire par un compromis, celui-ci, ou l'acte par lequel il est notifié à la Cour, mentionne les domiciles élus au siège de la Cour où les notifications et communications aux parties doivent être respectivement envoyées.

Dans tous autres cas où la Cour est compétente, la requête comprend, outre l'indication de l'objet du différend et des parties en cause, un exposé succinct des faits, la désignation de la chose demandée, ainsi que l'élection au siège de la Cour d'un domicile où les notifications et communications sont envoyées.

Si l'instance est introduite par une requête, la première pièce de procédure notifiée en réponse à celle-ci fait mention du domicile élu au siège de la Cour, où toute notification ou communication ultérieure concernant l'affaire doit être envoyée.

Si la notification du compromis ou la requête contient une demande tendant à ce que l'affaire soit renvoyée à l'une des

procedure, having regard as far as possible to any agreement between the parties.

The Court may extend time limits which it has fixed. It may likewise decide in certain circumstances that any proceeding taken after the expiration of a time limit shall be considered as valid.

If the Court is not sitting the powers conferred upon it by this Article shall be exercised by the President, subject to any subsequent decision of the Court.

ARTICLE 34.

All documents of the written proceedings submitted to the Court shall be accompanied by not less than thirty printed copies certified correct. The President may order additional copies to be supplied.

Section B. Procedure before the Court and before the special Chambers (Articles 26 and 27 of the Statute).

1. Institution of Proceedings.

ARTICLE 35.

When a case is brought before the Court by means of a special agreement, the latter, or the document notifying the Court of the agreement, shall mention the addresses selected at the seat of the Court to which notices and communications intended for the respective parties are to be sent.

In all other cases in which the Court has jurisdiction, the application shall include, in addition to an indication of the subject of the dispute and the names of the parties concerned, a succinct statement of facts, an indication of the claim and the address selected at the seat of the Court to which notices and communications are to be sent.

Should proceedings be instituted by means of an application, the first document sent in reply thereto shall mention the address selected at the seat of the Court to which subsequent notices and communications in regard to the case are to be sent.

Should the notice of a special agreement, or the application, contain a request that the case be referred to one

Chambres spéciales visées aux articles 26 et 27 du Statut, il est fait droit à cette demande pour autant que les parties sont d'accord.

Il en est de même si la demande vise l'adjonction d'assesseurs techniques aux termes de l'article 27 du Statut, ou le renvoi de l'affaire devant la Chambre de procédure sommaire, pourvu, dans ce dernier cas, que l'affaire ne concerne pas les matières indiquées aux articles 26 et 27 du Statut.

ARTICLE 36.

Le Greffier communique immédiatement à tous les membres de la Cour les compromis ou requêtes qui lui ont été notifiés.

II. Procédure écrite.

ARTICLE 37.

Si les parties sont d'accord pour que toute la procédure ait lieu soit en français, soit en anglais, les pièces de procédure sont présentées seulement dans la langue adoptée par les parties.

A défaut d'un accord fixant la langue dont il est fait usage, les pièces sont présentées en français ou en anglais.

Si l'emploi d'une langue autre que le français ou l'anglais est autorisé, une traduction en français ou en anglais est jointe à l'original des pièces présentées.

Le Greffier n'est pas tenu de préparer des traductions de pièces présentées conformément aux dispositions ci-dessus.

Dans le cas de pièces volumineuses, la Cour ou, si elle ne siège pas, le Président, peut autoriser, sur demande de la partie intéressée, la présentation de traductions partielles.

ARTICLE 38.

La Cour ou, si elle ne siège pas, le Président, après avoir entendu les parties, peut ordonner que le Greffier tienne à la disposition du Gouvernement de tout Etat admis à ester en

of the special Chambers mentioned in Articles 26 or 27 of the Statute, such request shall be complied with, provided that the parties are in agreement.

Similarly, a request to the effect that technical assessors be attached to the Court, in accordance with Article 27 of the Statute, or that the case be referred to the Chamber for summary procedure shall also be granted; compliance with the latter request is, however, subject to the condition that the case does not refer to any of the questions indicated in Articles 26 and 27 of the Statute.

ARTICLE 36.

The Registrar shall forthwith communicate to all members of the Court special agreements or applications which have been notified to him.

II. WRITTEN PROCEEDINGS.

ARTICLE 37.

Should the parties agree that the proceedings shall be conducted in French or in English, the documents constituting the written procedure shall be submitted only in the language adopted by the parties.

In the absence of an agreement with regard to the language to be employed, documents shall be submitted in French or in English.

Should the use of a language other than French or English be authorised, a translation into French or into English shall be attached to the original of each document submitted.

The Registrar shall not be bound to make translations of documents submitted in accordance with the above rules.

In the case of voluminous documents the Court, or the President, if the Court is not sitting, may, at the request of the party concerned, sanction the submission of translations of portions of documents only.

ARTICLE 38.

The Court, or the President, if the Court is not sitting, may, after hearing the parties, order the Registrar to hold the cases and counter-cases of each suit at the disposal of

justice devant la Cour, les mémoires et contremémoires de chaque affaire.

ARTICLE 39.

Si l'instance est introduite par la notification d'un compromis, et sauf accord contraire des parties, les pièces de procédure suivantes peuvent être présentées dans l'ordre indiqué ci-dessous, savoir :

un mémoire, par chacune des parties, dans un même délai ;
un contremémoire, par chacune des parties, dans un même délai ;

une réplique, par chacune des parties, dans un même délai.

Si l'instance est introduite par requête, et sauf accord contraire des parties, les pièces de procédure sont présentées dans l'ordre indiqué ci-dessous, savoir :

le mémoire, par la partie demanderesse ;
le contremémoire, par la partie défenderesse ;
la réplique par la partie demanderesse ;
la duplique par la partie défenderesse.

ARTICLE 40.

Les mémoires comprennent :

1. un exposé des faits sur lesquels la demande est fondée ;
2. un exposé de droit ;
3. les conclusions ;
4. le bordereau des pièces à l'appui, qui sont annexées au mémoire.

Les contremémoires comprennent :

1. la reconnaissance ou la contestation des faits mentionnés dans le mémoire ;
2. le cas échéant, un exposé additionnel des faits ;
3. un exposé de droit ;
4. des conclusions fondées sur les faits énoncés ; ces conclusions peuvent comprendre des demandes reconventionnelles, pour autant que ces dernières rentrent dans la compétence de la Cour ;
5. le bordereau des pièces à l'appui, qui sont annexées au contremémoire.

the Government of any State which is entitled to appear before the Court.

ARTICLE 39.

In cases in which proceedings have been instituted by means of a special agreement, the following documents may be presented in the order stated below, provided that no agreement to the contrary has been concluded between the parties :

- a case, submitted by each party within the same limit of time ;
- a counter-case, submitted by each party within the same limit of time ;
- a reply, submitted by each party within the same limit of time.

When proceedings are instituted by means of an application, failing any agreement to the contrary between the parties, the documents shall be presented in the order stated below ;

- the case by the applicant ;
- the counter-case by the respondent ;
- the reply by the applicant ;
- the rejoinder by the respondent.

ARTICLE 40.

Cases shall contain :

1. a statement of the facts on which the claim is based ;
2. a statement of law ;
3. a statement of conclusions ;
4. a list of the document in support ; these documents shall be attached to the case.

Counter-cases shall contain :

1. the affirmation or contestation of the facts stated in the case ;
2. a statement of additional facts, if any ;
3. a statement of law ;
4. conclusions based on the facts stated ; these conclusions may include counter-claims, in so far as the latter come within the jurisdiction of the Court ;
5. a list of the document in support ; these documents shall be attached to the counter-case.

ARTICLE 41.

La procédure écrite une fois terminée, le Président fixe la date d'ouverture de la procédure orale.

ARTICLE 42.

Le Greffier transmet à chacun des membres de la Cour, au fur et à mesure de leur présentation, copie de toutes les pièces formant le dossier complet de l'affaire.

III. Procédure orale.

ARTICLE 43.

En cas de séance publique, le Greffier fait publier dans les journaux toutes indications utiles sur la date et l'heure fixées.

ARTICLE 44.

Le Greffier prend toutes dispositions pour pouvoir faire traduire de français en anglais ou d'anglais en français, les exposés, questions et réponses, comme la Cour en ordonne.

Lorsque, soit aux termes du troisième alinéa de l'article 39 du Statut, soit dans un cas particulier, une langue autre que le français ou l'anglais est employée, il incombe à la partie intéressée de prendre toutes dispositions pour la traduction dans l'une ou l'autre des langues officielles. Dans le cas de témoins ou d'experts qui se présentent sur l'invitation de la Cour, ce devoir incombe au Greffier.

ARTICLE 45.

Dans chaque cas particulier, la Cour statue sur la question de savoir si les représentants des parties doivent plaider avant ou après la présentation des divers moyens de preuve, la discussion de ces moyens étant toujours réservée.

ARTICLE 46.

L'ordre dans lequel les agents, avocats ou conseils sont appelés à prendre la parole, est déterminé par la Cour, sauf accord à ce sujet entre les parties.

ARTICLE 41.

Upon the termination of the written proceedings the President shall fix a date for the commencement of the oral proceedings.

ARTICLE 42.

The Registrar shall forward to each of the members of the Court, a copy of all documents in the case as he receives them.

III. Oral Proceedings.

ARTICLE 43.

In the case of a public sitting, the Registrar shall publish in the Press all necessary information as to the date and hour fixed.

ARTICLE 44.

The Registrar shall arrange for the interpretation from French into English and from English into French of all statements, questions and answers which the Court may direct to be so interpreted.

Whenever a language other than French or English is employed, either under the terms of the third paragraph of Article 39 of the Statute or in a particular instance, the necessary arrangements for translation into one of the two official languages shall be made by the party concerned. In the case of witnesses or experts who appear at the instance of the Court, these arrangements shall be made by the Registrar.

ARTICLE 45.

The Court shall determine in each case whether the representatives of the parties shall address the Court before or after the production of the evidence; the parties shall, however, retain the right to comment on the evidence given.

ARTICLE 46.

The order in which the agents, advocates or counsel, shall be called upon to speak shall be determined by the Court, failing an agreement between the parties on the subject.

ARTICLE 47.

Chaque partie fait connaître à la Cour et aux autres parties, en temps utile, avant l'ouverture de la procédure orale, tous moyens de preuve qu'elle entend employer, ainsi que les noms, prénoms, qualité et domicile des témoins qu'elle désire faire entendre.

Elle indique également, en termes généraux, le ou les points sur lesquels doit porter le témoignage.

ARTICLE 48.

La Cour peut, sous réserve des dispositions de l'article 44 du Statut, inviter les parties à présenter des témoins ou demander la production de tous autres moyens de preuve sur des points de fait au sujet desquels les parties ne sont pas d'accord.

ARTICLE 49.

La Cour ou, si elle ne siège pas, le Président, prend, soit à la demande de l'une des parties, soit sur sa propre initiative, les mesures requises en vue de l'audition de témoins en dehors de la Cour.

ARTICLE 50.

Avant de faire sa déposition devant la Cour, chaque témoin prend l'engagement solennel suivant :

„Je déclare solennellement, en tout honneur et en toute conscience, que je dirai la vérité, toute la vérité, et rien que la vérité”.

ARTICLE 51.

Les témoins sont interrogés par les représentants des parties sous l'autorité du Président. Des questions peuvent leur être posées par le Président et après lui par les juges.

ARTICLE 52.

Les indemnités des témoins qui se présentent sur l'invitation de la Cour sont payées sur les fonds de la Cour.

ARTICLE 47.

In sufficient time before the opening of the oral proceedings, each party shall inform the Court and the other parties of all evidence which it intends to produce, together with the names, Christian names, description and residence of witnesses whom it desires to be heard.

It shall further give a general indication of the point or points to which the evidence is to refer.

ARTICLE 48.

The Court may, subject to the provisions of Article 44 of the Statute, invite the parties to call witnesses, or may call for the production of any other evidence on points of fact in regard to which the parties are not in agreement.

ARTICLE 49.

The Court, or the President, should the Court not be sitting, shall, at the request of one of the parties or on its own initiative, take the necessary steps for the examination of witnesses out of Court.

ARTICLE 50.

Each witness shall make the following solemn declaration before giving his evidence in Court :

„I solemnly declare upon my honour and conscience that I will speak the truth, the whole truth and nothing but the truth”.

ARTICLE 51.

Witnesses shall be examined by the representatives of the parties under the control of the President. Questions may be put to them by the President and afterwards by the judges.

ARTICLE 52.

The indemnities of witnesses who appear at the instance of the Court shall be paid out of the funds of the Court.

ARTICLE 53.

Tout rapport ou tout procès-verbal concernant une enquête faite à la demande de la Cour en conformité de l'article 50 du Statut, ainsi que les rapports d'experts, présentés à la Cour aux termes du même article, sont immédiatement communiqués aux parties.

ARTICLE 54.

Il est établi un compte-rendu des dépositions. Ce compte-rendu est lu à chaque témoin en ce qui le concerne et approuvé par lui.

La Cour décide dans chaque cas spécial, s'il doit être établi, pour son usage, des comptes-rendus sténographiques de tout ou partie des autres éléments de la procédure orale.

ARTICLE 55.

Le procès-verbal visé à l'article 47 du Statut mentionne notamment :

1. les noms des juges ;
2. les noms des agents, avocats et conseils ;
3. les noms, prénoms, qualité et domicile des témoins entendus ;
4. l'indication des autres preuves employées ;
5. les déclarations faites par les parties ;
6. toutes décisions de la Cour prises à l'audience.

ARTICLE 56.

Avant la clôture des débats, chaque partie peut présenter la note de ses frais.

IV. Mesures conservatoires.

ARTICLE 57.

Lorsque la Cour ne siège pas, l'indication des mesures conservatoires est faite par le Président.

En cas de refus de la part des parties, de se conformer aux indications de la Cour ou du Président concernant les mesures conservatoires, il en est pris acte.

ARTICLE 53.

Any report or record of an enquiry carried out at the request of the Court, under the terms of Article 50 of the Statute, and reports furnished to the Court by experts, in accordance with the same Article, shall be forthwith communicated to the parties.

ARTICLE 54.

A record shall be made of the evidence taken. The portion containing the evidence of each witness shall be read over to him and approved by him.

As regards the remainder of the oral proceedings, the Court shall decide in each case whether verbatim records of all or certain portions of them shall be prepared for its own use.

ARTICLE 55.

The minutes mentioned in Article 47 of the Statute shall in particular include :

1. the names of the judges ;
2. the names of the agents, advocates and counsel ;
3. the names, Christian names, description and residence of witnesses heard ;
4. a specification of other evidence produced ;
5. any declarations made by the parties ;
6. all decisions taken by the Court during the hearing.

ARTICLE 56.

Before the oral proceedings are concluded each party may present his bill of costs.

IV. Interim Protection.

ARTICLE 57.

When the Court is not sitting, any measures for the preservation in the meantime of the respective rights of the parties shall be indicated by the President.

Any refusal by the parties to conform to the suggestions of the Court or of the President, with regard to such measures, shall be placed on record.

v. Intervention.

ARTICLE 58.

Toute requête à fin d'intervention, aux termes de l'article 62 du Statut, est communiqué au Greffier au plus tard avant l'ouverture de la procédure orale.

La Cour peut, toutefois, en raison de circonstances exceptionnelles, prendre en considération une requête présentée plus tard.

ARTICLE 59.

La requête visée à l'article précédent contient :

1. la spécification de l'affaire ;
2. l'exposé des raisons de droit et de fait justifiant l'intervention ;
3. le bordereau des pièces à l'appui, qui sont annexées.

La requête est immédiatement communiquée aux parties qui font parvenir au Greffier leurs observations dans le délai fixé par la Cour ou, si elle ne siège pas, par le Président.

ARTICLE 60.

Tout Etat désirant intervenir aux termes de l'article 63 du Statut, en informe par écrit le Greffier au plus tard avant la procédure orale.

La Cour ou, si elle ne siège pas, le Président, prend les mesures nécessaires pour permettre à l'Etat intervenant de prendre connaissance des documents de l'affaire, pour autant qu'ils concernent l'interprétation de la convention en cause, et de soumettre à la Cour ses observations à ce sujet.

vi. Accord.

ARTICLE 61.

Si les parties tombent d'accord sur la solution à donner au litige, et notifient cet accord par écrit à la Cour avant la clôture de la procédure, la Cour donne acte de l'accord intervenu.

v. Intervention.

ARTICLE 58.

An application for permission to intervene, under the terms of Article 62 of the Statute, must be communicated to the Registrar at latest before the commencement of the oral proceedings.

Nevertheless the Court may, in exceptional circumstances, consider an application submitted at a later stage.

ARTICLE 59.

The application referred to in the preceding Article shall contain :

1. a specification of the case in which the applicant desires to intervene ;
2. a statement of law and of fact justifying intervention ;
3. a list of the documents in support of the application ; these documents shall be attached.

Such application shall be immediately communicated to the parties, who shall send to the Registrar any observations which they may desire to make within a period to be fixed by the Court, or by the President, should the Court not be sitting.

ARTICLE 60.

Any State desiring to intervene, under the terms of Article 63 of the Statute, shall inform the Registrar in writing at latest before the commencement of the oral proceedings.

The Court, or the President, if the Court is not sitting, shall take the necessary steps to enable the intervening State to inspect the documents in the case, in so far as they relate to the interpretation of the convention in question, and to submit its observations thereon to the Court.

vi. Agreement.

ARTICLE 61.

If the parties conclude an agreement regarding the settlement of the dispute and give written notice of such agreement to the Court before the close of the proceedings, the

Si, d'un commun accord, les parties notifient par écrit à la Cour qu'elles renoncent à poursuivre la procédure, la Cour prend acte de cette renonciation et la procédure prend fin.

VII. ARRÊT.

ARTICLE 62.

L'arrêt comprend :

1. la date à laquelle il est rendu ;
2. les noms des juges qui y ont pris part ;
3. l'indication des parties ;
4. les noms des agents des parties ;
5. les conclusions des parties ;
6. les circonstances de fait ;
7. les raisons de droit ;
8. le dispositif ;
9. la décision visée à l'article 64 du Statut, s'il y a lieu.

Les opinions contraires des juges qui le désirent sont jointes à l'arrêt.

ARTICLE 63.

Après lecture en séance publique, le texte de l'arrêt est immédiatement communiqué à toutes les parties intéressées et au Secrétaire général de la Société des Nations.

ARTICLE 64.

L'arrêt est considéré comme ayant force obligatoire du jour où il a été lu en séance publique, conformément à l'article 58 du Statut.

ARTICLE 65.

Un recueil imprimé des arrêts de la Cour est publié sous la responsabilité du Greffier.

Court shall officially record the conclusion of the agreement.

Should the parties by mutual agreement notify the Court in writing that they intend to break off proceedings, the Court shall officially record the fact and proceedings shall be terminated.

VII. J u d g m e n t.

ARTICLE 62.

The judgment shall contain :

1. the date on which it is pronounced ;
2. the names of the judges participating ;
3. the names and style of the parties ;
4. the names of the agents of the parties ;
5. the conclusions of the parties ;
6. the matters of fact ;
7. the reasons in point of law ;
8. the operative provisions of the judgment ;
9. the decision, if any, referred to in Article 64 of the Statute.

The opinions of judges who dissent from the judgment, shall be attached thereto should they express a desire to that effect.

ARTICLE 63.

After having been read in open Court the text of the judgment shall forthwith be communicated to all parties concerned and to the Secretary-General of the League of Nations.

ARTICLE 64.

The judgment shall be regarded as taking effect on the day on which it is read in open Court, in accordance with Article 58 of the Statute.

ARTICLE 65.

A collection of the judgments of the Court shall be printed and published under the responsibility of the Registrar.

VIII. Revision.

ARTICLE 66.

La demande en revision est introduite dans les mêmes formes que la requête visée à l'article 40 du Statut.

Elle comprend :

1. la mention de l'arrêt attaqué ;
2. le fait sur lequel la requête est fondée ;
3. le bordereau des pièces à l'appui, qui sont annexées.

Le Greffier doit notifier immédiatement la demande en revision aux autres parties intéressées ; celles-ci peuvent présenter leurs observations, dans le délai fixé par la Cour ou, si elle ne siège pas, par le Président.

Si l'arrêt attaqué a été rendu en séance plénière, la Cour connaît, également en séance plénière, de la demande en revision. Si l'arrêt attaqué a été rendu par une des Chambres visées aux articles 26, 27 ou 29 du Statut, la même Chambre connaît de la demande en revision. Dans tous les cas, l'article 13 du Statut est applicable.

Si la Cour, en vertu du troisième alinéa de l'article 61 du Statut, fait dépendre, par arrêt spécial, la recevabilité de la requête d'une exécution préalable de l'arrêt attaqué, cette condition est immédiatement portée à la connaissance du demandeur par le Greffier, et la procédure en revision est suspendue jusqu'à ce que le Greffier ait reçu la preuve de l'exécution préalable de l'arrêt attaqué et que cette preuve ait été admise par la Cour.

Section C. Procédure sommaire.

ARTICLE 67.

Sous réserve des dispositions de la présente section, les règles fixées pour la procédure devant la Cour plénière s'appliquent à la procédure sommaire.

VIII. Revision.

ARTICLE 66.

Application for revision shall be made in the same form as the application mentioned in article 40 of the Statute. It shall contain :

1. the reference to the judgment impeached ;
2. the fact on which the application is based ;
3. a list of the documents in support ; these documents shall be attached.

It shall be the duty of the Registrar to give immediate notice of an application for revision to the other parties concerned. The latter may submit observations within a time limit to be fixed by the Court, or by the President should the Court not be sitting.

If the judgment impeached was pronounced by the full Court, the application for revision shall also be dealt with by the full Court. If the judgment impeached was pronounced by one of the Chambers mentioned in Articles 26, 27 or 29 of the Statute, the application for revision shall be dealt with by the same Chamber. The provisions of Article 13 of the Statute shall apply in all cases.

If the Court, under the third paragraph of Article 61 of the Statute, makes a special order rendering the admission of the application conditional upon previous compliance with the terms of the judgment impeached, this condition shall be immediately communicated to the applicant by the Registrar, and proceedings in revision shall be stayed pending receipt by the Registrar of proof of previous compliance with the original judgment and until such proof shall have been accepted by the Court.

Section C. Summary Procedure.

ARTICLE 67.

Except as provided under the present section the rules for procedure before the full Court shall apply to summary procedure.

ARTICLE 68.

Dès réception par le Greffier de l'acte introductif d'instance d'une affaire qui, en vertu de l'accord des parties, doit être réglée en procédure sommaire, le Président convoque, dans le délai le plus bref possible, la Chambre visée à l'article 29 du Statut.

ARTICLE 69.

La procédure sommaire est ouverte par la présentation, par chaque partie, d'un mémoire écrit. Communication en est faite par le Greffier aux membres de la Chambre et à la partie adverse.

Les mémoires font mention des moyens de preuve que les parties désirent éventuellement employer.

Si la Chambre ne se considère pas comme suffisamment éclairée par les mémoires, elle peut instituer, sauf accord contraire des parties, une procédure orale. Elle fixe la date pour l'ouverture de cette procédure.

A l'audience, la Chambre demande aux parties des explications verbales. Elle peut admettre la production de tous moyens de preuve mentionnés dans les mémoires.

Si l'audition des témoins ou experts, dont les noms sont indiqués dans les mémoires, est demandée, ces témoins ou experts doivent se trouver, en temps utile, à la disposition de la Chambre.

ARTICLE 70.

L'arrêt est rendu par la Cour statuant en Chambre de procédure sommaire, et lecture en est donnée en audience publique de la Chambre.

Titre 2. — Procédure consultative.

ARTICLE 71.

Les avis consultatifs sont émis après délibération par la Cour en séance plénière.

Les opinions dissidentes des juges qui le désirent sont jointes à l'avis.

ARTICLE 72.

Les questions sur lesquelles l'avis consultatif de la Cour est demandé, sont exposées à la Cour par une requête écrite,

ARTICLE 68.

Upon receipt by the Registrar of the document instituting proceedings in a case which, by virtue of an agreement between the parties, is to be dealt with by summary procedure, the President shall convene as soon as possible the Chamber referred to in Article 29 of the Statute.

ARTICLE 69.

The proceedings are opened by the presentation of a case by each party. These cases shall be communicated by the Registrar to the members of the Chamber and to the opposing party.

The cases shall contain reference to all evidence which the parties may desire to produce.

Should the Chamber consider that the cases do not furnish adequate information, it may, in the absence of an agreement to the contrary between the parties, institute oral proceedings. It shall fix a date for the commencement of the oral proceedings.

At the hearing, the Chamber shall call upon the parties to supply oral explanations. It may sanction the production of any evidence mentioned in the cases.

If it is desired that witnesses or experts whose names are mentioned in the case should be heard, such witnesses or experts must be available to appear before the Chamber when required.

ARTICLE 70.

The judgment is the judgment of the Court rendered in the Chamber of summary procedure. It shall be read at a public sitting of the Chamber.

Heading 2. — Advisory Procedure.

ARTICLE 71.

Advisory opinions shall be given after deliberation by the full Court.

The opinions of dissenting judges may, at their request, be attached to the opinion of the Court.

ARTICLE 72.

Questions upon which the advisory opinion of the Court is asked shall be laid before the Court by means of a written

signée soit par le Président de l'Assemblée ou par le Président du Conseil de la Société des Nations, soit par le Secrétaire Général de la Société agissant en vertu d'instructions de l'Assemblée ou du Conseil.

La requête formule, en termes précis, la question sur laquelle l'avis de la Cour est demandé. Il y est joint tout document pouvant servir à élucider la question.

ARTICLE 73.

Le Greffier notifie immédiatement la requête demandant l'avis consultatif, aux membres de la Cour ainsi qu'aux Membres de la Société des Nations par l'entremise du Secrétaire général de la Société, et aux États mentionnés à l'Annexe du Pacte.

Les organisations internationales susceptibles de fournir des renseignements sur la question en reçoivent communication.

ARTICLE 74.

Tout avis consultatif qui serait donné par la Cour, ainsi que la requête à laquelle il répond, sont imprimés dans un recueil spécial publié sous la responsabilité du Greffier.

Titre 3. — Erreurs.

ARTICLE 75.

La Cour ou, si elle ne siège pas, le Président, a la faculté de corriger toute erreur matérielle qui se serait glissée dans une ordonnance, un arrêt ou un avis, à la suite d'une faute ou d'une omission accidentelle.

Fait à La Haye, le vingt-quatre mars mil neuf cent vingt-deux.

Le Président :

(s.) LODER.

Le Greffier :

(s.) A. HAMMARSKJÖLD.

L. S.

request, signed either by the President of the Assembly or the President of the Council of the League of Nations, or by the Secretary-General of the League under instructions from the Assembly or the Council.

The request shall contain an exact statement of the question upon which an opinion is required, and shall be accompanied by all documents likely to throw light upon the question.

ARTICLE 73.

The Registrar shall forthwith give notice of the request for an advisory opinion to the members of the Court, and to the Members of the League of Nations, through the Secretary-General of the League, and to the States mentioned in the Annex to the Covenant.

Notice of such request shall also be given to any international organisations which are likely to be able to furnish information on the question.

ARTICLE 74.

Any advisory opinion which may be given by the Court and the request in response to which it was given, shall be printed and published in a special collection for which the Registrar shall be responsible.

Heading 3. — Errors.

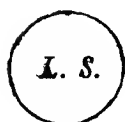
ARTICLE 75.

The Court, or the President if the Court is not sitting, shall be entitled to correct an error in any order, judgment or opinion, arising from a slip or accidental omission.

Done at The Hague, the twenty-fourth day of March,
one thousand nine hundred and twenty two.

(s.) LODER,
President.

(s.) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.



ANNEXES.

I.

ANNEXE À L'ARTICLE 2.

Liste des juges et des juges suppléants dans l'ordre de préséance.

Juges titulaires:

M. LODER, *Président*.
M. WEISS, *Vice-Président*.
LORD FINLAY.
M. BARBOSA.
M. NYHOLM.
M. MOORE.
M. DE BUSTAMENTE.
M. ALTAMIRA.
M. ODA.
M. ANZILOTTI.
M. HUBER.

Juges suppléants:

M. YOVANOVITCH.
M. BEICHMANN.
M. NEGULESCO.
M. WANG-CHUNG-HUI.

Les juges et juges suppléants sont élus pour neuf ans. La période de fonctions des juges et juges suppléants, dont les noms composent la liste ci-dessus, a commencé à courir le 1er janvier 1922.

ANNEXES.

I.

ANNEX TO ARTICLE 2.

List of judges and deputy-judges in order of precedence.

J u d g e s :

M. LODER, *President*.
M. WEISS, *Vice-President*.
LORD FINLAY.
M. BARBOSA.
M. NYHOLM.
MR. MOORE.
M. DE BUSTAMENTE.
M. ALTAMIRA.
M. ODA.
M. ANZILOTTI.
M. HUBER.

D e p u t y - J u d g e s .

M. YOVANOVITCH.
M. BEICHMANN.
M. NEGULESCO.
M. WANG-CHUNG-HUI.

The judges and deputy-judges are elected for nine years. The period of office of the judges and deputy-judges, whose names appear above, commenced on January 1st, 1922.

The President and Vice-President are elected for three

Le Président et le Vice-Président sont élus pour trois ans. La période de fonctions du Président et du Vice-Président, dont les noms sont cités ci-dessus, a commencé à courir le 1er janvier 1922.

II.

ANNEXE À L'ARTICLE 14.

Composition des Chambres.

Chambre de procédure sommaire:

M e m b r e s :

M. LODER, *Président*.

M. WEISS.

M. HUBER.

M e m b r e s r e m p l a ç a n t s :

LORD FINLAY.

M. ALTAMIRA.

Le mandat des membres de la Chambre de procédure sommaire se termine le 31 décembre 1922.

Chambre pour litiges de travail:

M e m b r e s :

LORD FINLAY, *Président*.

M. DE BUSTAMENTE.

M. ALTAMIRA.

M. ANZILOTTI.

M. HUBER.

M e m b r e s r e m p l a ç a n t s :

M. NYHOLM.

M. MOORE.

Le mandat des membres de la Chambre pour litiges de travail se termine le 31 décembre 1924.

years. The period of office of the President and Vice-President, whose names appear above, commenced on January 1st, 1922.

II.

ANNEX TO ARTICLE 14.

Composition of the Chambers.

Chamber of Summary Procedure.

Members:

M. LODER, *President*.

M. WEISS.

M. HUBER.

Substitutes:

Lord FINLAY.

M. ANZILOTTI.

The period of appointment of the members of the Chamber of Summary Procedure terminates on December 31st, 1922.

Chamber for Labour Cases.

Members:

Lord FINLAY, *President*.

M. DE BUSTAMENTE.

M. ALTAMIRA.

M. ANZILOTTI.

M. HUBER.

Substitutes:

M. NYHOLM.

Mr. MOORE.

The period of appointment of the members of the Chamber for Labour Cases terminates on December 31st, 1924.

Chambre pour litiges de transit et de communications:**Membres:**M. WEISS, *Président.*

M. BARBOSA.

M. NYHOLM.

M. MOORE.

M. ODA.

Membres remplaçants:

M. ANZILOTTI.

M. HUBER.

Le mandat des membres de la Chambre pour litiges de transit et de communications se termine le 31 décembre 1924.

III.

ANNEXE À L'ARTICLE 17.**Greffier de la Cour.****Greffier:**

M. ÅKE HAMMARSKJÖLD.

Le Greffier est élu pour sept ans.

La période de fonctions du Greffier dont le nom est cité ci-dessus, a commencé à courir le 1er février 1922.

IV.

ANNEXE À L'ARTICLE 24.**Heures de réception du Greffier.**

Le Greffier reçoit tous les jours ouvrables, sauf le samedi, de 2 h. à 4 h., au Palais de la Paix, à La Haye.

Chamber for Transit and Communication Cases.

M e m b e r s :

M. WEISS, *President.*

M. BARBOSA.

M. NYHOLM.

Mr. MOORE.

M. ODA.

S u b s t i t u t e s :

M. ANZILOTTI.

M. HUBER.

The period of appointment of the members of the Chamber for Transit and Communication Cases terminates on December 31st, 1924.

III.

ANNEX TO ARTICLE 17.

The Registrar of the Court.

R e g i s t r a r :

M. ÅKE HAMMARSKJÖLD.

The Registrar is elected for seven years.

The period of office of the Registrar, whose name appears above commenced on February 1st, 1922.

IV.

ANNEX TO ARTICLE 24.

Interviews with the Registrar.

The Registrar may be seen between the hours of 2 p.m. and 4 p.m. on all working days except Saturday, at the Peace Palace at the Hague.

Adresses de la Cour.

L'adresse postale de la Cour est :

PALAIS DE LA PAIX,
La Haye.

L'adresse télégraphique :

„INTERCOURT LA HAYE”.

Addresses of the Court.

The postal address of the Court is :

THE PEACE PALACE,

The Hague.

The telegraphic address is :

„INTERCOURT THE HAGUE”.

TABLE DES MATIÈRES.

Pages.

Chapitre I. — DE LA COUR.

Titre 1. — Constitution de la Cour.

Section A. — *Des juges et des assesseurs.*

Articles 1 à 8 73

Section B. — *De la Présidence.*

Articles 9 à 13 79

Section C. — *Des Chambres.*

Articles 14 à 16 81

Section D. — *Du Greffe.*

Articles 17 à 26 83

Titre 2. — Fonctionnement de la Cour.

Articles 27 à 31 89

Chapitre II. — DE LA PROCEDURE.

Titre 1. — Procédure contentieuse.

Section A. — *Dispositions générales.*

Articles 32 à 34 91

Section B. — *Procédure devant la Cour et devant les Chambres spéciales (Articles 26 et 27 du Statut).*

I. Introduction de l'instance.

Articles 35 et 36 93

II. Procédure écrite.

Articles 37 à 42 95

III. Procédure orale.

Articles 43 à 56 99

TABLE OF CONTENTS.

Pages.

Chapter I. — THE COURT.

Heading 1. — Constitution of the Court.

Section A. — *Judges and Assessors.*

Articles 1 to 8 74

Section B. — *The Presidency.*

Articles 9 to 13 80

Section C. — *The Chambers.*

Articles 14 to 16 82

Section D. — *The Registry.*

Articles 17 to 26 84

Heading 2. — Working of the Court.

Articles 27 to 31 90

Chapter II. — PROCEDURE.

Heading 1. — Contentious Procedure.

Section A. — *General Provisions.*

Articles 32 to 34 92

Section B. — *Procedure before the Court and before the special Chambers. (Articles 26 and 27 of the Statute).*

I. Institution of Proceedings.

Articles 35 and 36 94

II. Written Proceedings.

Articles 37 to 42 96

III. Oral Proceedings.

Articles 43 to 56 100

iv. Mesures conservatoires.

Art. 57 103

v. Intervention.

Articles 58 à 60 105

vi. Accord.

Art. 61 105

vii. Arrêt.

Articles 62 à 65 107

viii. Revision.

Art. 66 109

Section C. — *Procédure sommaire.*

Articles 67 à 70 109

Titre 2. — *Procédure consultative.*

Articles 71 à 74 111

Titre 3. — *Erreurs.*

Art. 75 113

Annexe à l'article 2 115

" " " 14 117

" " " 17 119

" " " 24 119

Adresses de la Cour 121

IV. Interim Protection.

Article 57 104

v. Intervention.

Articles 58 to 60 106

vi. Agreement.

Article 61 106

vii. Judgment

Articles 62 to 65 108

viii. Revision.

Article 66 110

Section C. — *Summary Procedure.*

Articles 67 to 70 110

Heading 2. — *Advisory Procedure.*

Articles 71 to 74 112

Heading 3. — *Errors.*

Article 75 114

Annex to Article 2 116

" " " 14 118

" " " 17 120

" " " 24 120

Addresses of the Court 122

